

Les détenus de la prison de Neves, à Rio de Janeiro, sont séparés en fonction de leur appartenance à tel ou tel gang.  
Les cellules, qui ne mesurent que 18 m<sup>2</sup>, accueillent entre 60 et 70 détenus et peuvent atteindre une température de 56°C. © Benjamin Lessing



# Le danger des geôles

## LES GANGS DANS LES PRISONS ET LES GROUPES DE MILITANTS INCARCÉRÉS

### INTRODUCTION

---

Les gangs dans les prisons sont depuis longtemps reconnus comme un défi à relever pour l'administration pénitentiaire<sup>1</sup> et étudiés comme un élément important structurant la vie derrière les barreaux<sup>2</sup>. Dans l'ensemble, ils ont toutefois rarement été analysés sous l'angle de la menace réelle qu'ils font peser sur la sécurité publique. Pourtant, au fur et à mesure que le nombre de personnes incarcérées a augmenté, les gangs dans les prisons ont également gagné en taille et en capacité d'action; dans certains endroits, ils constituent désormais des organisations criminelles majeures, capables de provoquer des épisodes significatifs de violence armée. Entre 2002 et 2004, par exemple, des émeutes carcérales déclenchées par des affrontements entre des membres incarcérés de *maras* (gangs de rue) rivales d'Amérique centrale ont fait au moins 216 morts (Jordan, 2004), et ont poussé les gouvernements de la région à adopter une politique consistant à séparer les gangs dans les prisons. Si cette mesure a réduit le nombre d'incidents violents, elle a également donné aux chefs de gangs incarcérés le contrôle sur la vie des autres détenus, transformant de fait les prisons en centres de recrutement et d'entraînement pour les gangs (USAID, 2006) et permettant aux *maras* de se regrouper en réseaux transnationaux (Cruz, 2007).

À Rio de Janeiro, au Brésil<sup>3</sup>, la ségrégation carcérale en fonction de l'appartenance à tel ou tel gang résulte de l'apparition, il y a environ 25 ans, d'un groupe de détenus connu sous le nom de Comando Vermelho (CV), qui a fini par dominer complètement bon nombre des prisons de l'État, entraînant la nécessité d'isoler les dissidents et leurs rivaux dans des unités sécurisées (non CV). Sa mainmise sur le système pénitentiaire a permis au CV d'étendre son action, au milieu des années 1980, au-delà des murs des prisons et de prendre le contrôle de la vente de drogue au détail à Rio, ainsi que des *favelas* (bidonvilles) au sein desquelles ils agissent; le contrôle des prisons a également joué un rôle crucial dans le maintien de cette domination malgré deux décennies de répression policière aux forts accents militaires (Lessing, 2008a). Pendant ce temps, tout au long des années 1990, les techniques mises au point par le CV ont été copiées et améliorées par le gang Primeiro Comando da Capital (PCC) dans les prisons de São Paulo. Ce dernier a, en 2006, provoqué la surprise mondiale en organisant une série d'émeutes synchronisées au sein des prisons et d'attaques coordonnées contre des cibles policières et civiles, conduisant la ville de 15 millions d'habitants à la paralysie (Cano et Alvardia, 2008).

Les gangs prospèrent également dans les prisons des États-Unis, en dépit d'un personnel de surveillance bien payé, d'installations carcérales de haute technologie et d'efforts considérables en matière de lutte contre les gangs. En avril 2009, un tribunal d'instance américain a condamné à perpétuité cinq membres du gang Barrio Azteca, qui a vu le jour dans les prisons du Texas, pour violation du *Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act* (RICO)<sup>4</sup>. Les preuves présentées lors du procès ont clairement démontré que les chefs incarcérés du gang Barrio Azteca contrôlaient non seulement de nombreux gangs de rue plus modestes à El Paso et ailleurs au Texas, mais qu'ils avaient également établi des liens opérationnels majeurs avec le cartel de la drogue de Juarez au Mexique, offrant leurs services de tueurs à gages des deux côtés de la frontière et organisant la distribution de la drogue, une fois celle-ci sur le territoire américain (Logan, 2009). Vu que le centre du pouvoir du gang Barrio Azteca se trouve au sein du système pénitentiaire, l'incarcération de ses chefs n'a sans doute que peu ou pas d'effet sur la capacité opérationnelle du gang (Burton et West, 2008).

Pris parmi d'autres, ces exemples démontrent clairement que, du point de vue de la sécurité publique, l'incarcération des criminels représente à bien des égards le début, et non la fin, du problème. Si l'emprisonnement peut neutraliser les menaces individuelles à la sécurité publique, il fournit globalement à la fois les moyens et les

motivations pour que des organisations de détenus se forment, se solidifient, et s'étendent. À mesure que les gangs de prison prennent de l'ampleur, ils prennent aussi une importance croissante au niveau de l'équilibre délicat qui existe entre les prisonniers et les gardiens qui font respecter l'ordre, et leur répression peut mener à court terme à des flambées de violence. Pourtant, si on les laisse agir, les gangs de prison peuvent se propager dans tout le système pénitentiaire, exploitant et aggravant la corruption qui existe parmi le personnel de surveillance.

Fait décisif, les gangs peuvent également mettre à profit leur pouvoir au sein des prisons pour étendre leurs activités à la rue et pour exercer leur influence sur les délinquants en dehors de la prison, organisant souvent des activités illégales (en particulier le trafic de drogue) qui profitent financièrement aux chefs incarcérés. Les prisons peuvent ainsi devenir, pour les délinquants, des quartiers généraux particulièrement solides et les chefs de gangs emprisonnés peuvent souvent poursuivre la gestion de leurs opérations non pas *en dépit* de leur incarcération, mais bien en partie *grâce* à celle-ci. Pendant ce temps, la capacité des gangs à provoquer la violence augmente à la fois à l'intérieur des murs des prisons et à l'extérieur, souvent de façon invisible, dans les moments de calme entre des incidents chaque fois plus destructeurs et perturbateurs.

Si ce problème ne présente pas de solution simple, les réponses gouvernementales ont néanmoins été entravées par une perspective «pénitentiaire» officielle considérant les gangs en prison comme des menaces pour la sécurité purement criminelles et violentes à éradiquer ou supprimer. Cette approche ignore d'importantes fonctions des gangs – telles que l'identité, la protection et les codes de conduite (Jacobs, 1974) – et les motivations incitant les membres de gangs à se regrouper, des facteurs qui font de l'éradication des gangs un objectif terriblement irréaliste.

Leur incarcération permet souvent aux chefs de gangs de continuer à gérer leurs opérations.

En réalité, les mesures de lutte contre les gangs peuvent présenter un effet de «durcissement», solidifiant l'identité d'un groupe et focalisant l'énergie sur la résistance organisée. L'approche répressive minimise également l'interdépendance des gangs et des responsables des prisons – en particulier le personnel de surveillance – à la fois en termes de maintien de l'ordre et de gestion d'un système illicite d'extorsion de fonds au sein de la prison. Enfin, elle masque le fait que dans l'espace fortement limité des prisons, les polices étatiques et les actions des responsables définissent dans leur très grande majorité les conditions auxquelles répondent les gangs et chaque détenu et dont ceux-ci tirent parti.

Ce chapitre cherche à mettre en lumière (1) les stratégies et mécanismes utilisés par les gangs pour *consolider* leur contrôle au sein des prisons, se *propager* à travers les systèmes carcéraux, et *projeter* leur pouvoir au-delà des murs des prisons (cf. encadré 6.1); et (2) leurs implications pour la violence armée et la sécurité publique en général. Ses principales conclusions sont les suivantes:

- Le problème des gangs de prison et des organisations criminelles basées au sein des prisons doit être inscrit dans une stratégie plus large de sécurité publique. Il ne s'agit pas là d'un simple problème «pénitentiaire».
- De nombreux aspects de la «capacité de l'État», ainsi que les politiques et initiatives conçues pour affaiblir les gangs de prison, ont des conséquences collatérales, cachées ou à long terme, qui peuvent contribuer à renforcer au contraire ces gangs.
- L'augmentation du nombre d'incarcérations peut contribuer involontairement à renforcer les gangs dans les prisons. Ces derniers peuvent en effet recruter ou obtenir un soutien politique parmi l'ensemble de la population carcérale. Les gangs s'appuient également sur la réincarcération pour rendre crédibles leurs menaces à l'encontre des membres qui ne sont pas emprisonnés.
- La ségrégation des prisons en fonction des gangs a un effet immédiat et à court terme qui consiste à réduire la violence dans les prisons, mais l'effet caché est, sur le long terme, d'accroître la puissance des gangs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des prisons.
- Les gangs de prison peuvent aider des éléments criminels extérieurs, qu'il s'agisse d'individus ou de groupes, à coordonner leurs actions et leurs stratégies, résoudre les différends et surmonter la perte des chefs. Les organisations criminelles basées en prison qui en résultent sont établies en réseau, pleines de ressources et extrêmement résistantes.
- Il n'existe pas de lien simple entre la puissance des gangs de prison et les niveaux de violence armée. Il serait plus juste de dire que les gangs de prison organisent et concentrent les moyens de commettre des actes de violence. Leur essor contribue à rendre les conflits particulièrement violents, lorsqu'ils éclatent.

La première section de ce chapitre examine la diversité des gangs en prison et des problèmes qu'ils créent pour les administrateurs pénitentiaires et l'ensemble de la société. La deuxième présente une étude du cas des gangs des

### Encadré 6.1 Cadre conceptuel: principales dynamiques de l'expansion des gangs de prison

Ce chapitre distingue trois dynamiques essentielles de la croissance des gangs de prison: la *consolidation*, la *propagation* et la *projection* du pouvoir au-delà des murs de la prison.

La *consolidation* dénote un certain niveau de contrôle exercé par le gang sur les unités carcérales où il est actif et la capacité de résistance de ce contrôle. Une composante essentielle de celle-ci est la mesure dans laquelle le gang peut distribuer des avantages (attribution de cellules, travaux et contrebande, par exemple) et des punitions aux détenus. Au vu de la concurrence régnant entre les gangs, une réelle consolidation exige généralement l'élimination ou la domination des gangs rivaux et la neutralisation des menaces. Lorsque des prisons entières font l'objet d'une ségrégation par gangs, la consolidation se produit généralement par défaut (cf. encadré 6.3).

La *propagation* désigne la prolifération d'un gang dans plusieurs prisons d'un système pénitentiaire. Le canal de propagation le plus répandu est le transfert de membres de gang de leur prison «d'origine» vers d'autres prisons, mais elle peut également se faire par la libération et la réincarcération d'un prisonnier, ainsi que par le truchement de «fusions» et de «franchisage» impliquant des groupes sans lien à la base.

La *projection* du pouvoir désigne la capacité d'un gang de prison à contrôler, coordonner ou influencer des acteurs en dehors de l'enceinte de la prison pour faire progresser les objectifs du gang. Elle peut prendre la forme d'une expansion active par des membres libérés dans des activités à l'extérieur ou l'organisation d'acteurs extérieurs (pas nécessairement des membres) depuis l'intérieur de la prison. C'est précisément cette capacité de projection du pouvoir qui, d'un problème «pénitentiaire», transforme les gangs de prison en une menace pour la sécurité publique en général.

Ces dynamiques peuvent se renforcer mutuellement, dans le sens où chacune fournit des ressources avec lesquelles poursuivre les deux autres, mais des recherches empiriques indiquent que les gangs poursuivent ces stratégies dans des combinaisons différentes et avec plus ou moins de succès. Aucune d'entre elle n'est suffisante ou nécessaire pour atteindre une autre.

prisons brésiliennes – qui figurent parmi les plus puissants au monde – afin de développer le cadre de consolidation/propagation/projection. La troisième section explore les implications des activités des gangs en prison pour la violence armée, à la fois dans l'enceinte des prisons et en dehors. Pour terminer, ce chapitre examine les implications des principales conclusions.

## LES GANGS ET LES GROUPES ARMÉS EN PRISON: BREF SONDAGE

Le terme «gang de prison» évoque un groupe informel voué à l'autopréservation et éventuellement à des activités prédatrices ou illégales. Plus encore que le terme «gang de rue», il s'avère peu approprié pour décrire ce qui constitue en réalité un large éventail d'organisations et de groupes, avec des stratégies, des profils d'adhésion, des degrés d'institutionnalisation et des trajectoires historiques fort différents. Dans ce chapitre, nous assimilons à la thématique toutes les associations autoproclamées de groupes de détenus présentant une certaine forme de comportement collectif. Sont notamment inclus dans cette description les membres incarcérés de groupes de militants et d'insurgés, même si peu les considéreraient comme des «gangs». Sont également inclus des groupes qui évoluent au fil du temps, tels que le PCC de São Paulo, qui a adopté une position politisée contre l'État et a acquis tellement de pouvoir qu'il s'apparente à une insurrection généralisée à certains égards.

Cette approche inclusive fournit une perspective comparative de la dynamique qui sous-tend la naissance, le fonctionnement et la croissance des organisations de détenus, ainsi que les dimensions au niveau desquelles ces groupes varient:

- **Taille:** certains gangs sont petits, locaux et essentiellement voués à l'autodéfense; d'autres recrutent activement, s'étendent au sein des systèmes pénitentiaires et dominent les marchés criminels, à la fois à l'intérieur des prisons et en dehors.
- **«Style»:** les gangs présentent souvent une culture distinctive qui influence leur comportement: certains sont fortement prédateurs, d'autres font respecter des codes comportementaux «justes» et offrent un semblant d'ordre social à tous les détenus. Certains ont tendance à nouer des alliances avec d'autres gangs, contrairement à d'autres.

- **Adhésion:** certains gangs se forment sur la base de clivages raciaux, ethniques, religieux ou géographiques entre prisonniers, tandis que d'autres se distinguent par des codes idéologiques ou comportementaux, ou purement par leur identité symbolique. En général, plus la base d'adhésion d'un gang est «universelle» et plus son potentiel de consolidation du contrôle est important.
- **Stratégies et voies d'expansion:** les gangs se développent de différentes façons (et tous n'y parviennent pas); la consolidation, la propagation et la projection du pouvoir sont observées à des degrés divers et dans différentes combinaisons.
- **Origine:** cette étude distingue les gangs qui ont vu le jour au sein du système carcéral (qualifiés ici de «natifs») de ceux qui sont apparus comme des «filiales carcérales» d'organisations qui existaient déjà à l'extérieur («importations»). Les normes et la culture des groupes natifs – rituels d'initiation, règles liées aux rapports homosexuels, comportement et relations avec les gardiens et les non-membres – tendent à présenter de solides «caractéristiques carcérales». Ces spécificités peuvent persister lorsque des gangs natifs projettent leur pouvoir au-delà du système pénitentiaire; même si les opérations extérieures deviennent relativement autonomes, les anciens et les chefs emprisonnés conservent souvent une influence significative et la prison demeure un important centre de pouvoir.

Lorsque des membres de gangs extérieurs sont emprisonnés, ils arrivent déjà porteurs d'une solide identité de groupe, de normes comportementales, et souvent de leur passé et de leur réputation qui les précèdent. Si cela confère aux importations une base «automatique» de cohésion au sein de la prison, cela peut également les rendre moins bien adaptées à la vie carcérale, et donc moins «propices» à la consolidation que les gangs natifs (Jacobs, 1974, p. 405). On peut en dire autant de la projection du pouvoir. Les importations disposent déjà d'opérations à l'extérieur, et les mécanismes qui permettent aux gangs carcéraux natifs de s'étendre au-delà des prisons devraient, en théorie, permettre aux importations de centraliser le contrôle sur leurs membres extérieurs, de formaliser leurs règles et leur hiérarchie, d'uniformiser la succession, et en général, de «s'institutionnaliser» (Hagedorn, 2007, p. 303). Cela exige néanmoins une restructuration du gang et toutes les importations ne finissent pas par faire de leur prison un centre de pouvoir.

- **Politiques et actions de l'État:** la «variable» la plus importante de toutes est sans doute l'État proprement dit, qui détermine dans une large mesure les conditions auxquelles répondent les prisonniers et les gangs. Après tout, le concept même de prison désigne un espace au sein duquel l'État contrôle le moindre aspect de la vie des détenus (Foucault, 1977). Les États construisent et entretiennent les infrastructures pénitentiaires; établissent des normes en matière de condamnations; engagent des gardiens et leur fournissent des armes et des directives quant à leur utilisation; formulent des politiques liées aux droits des prisonniers, aux conditions de détention, aux régimes punitifs (tels que l'isolement) et aux visites familiales; et prennent fréquemment des mesures pour contenir, neutraliser et pacifier les gangs carcéraux, ou encore pour négocier avec eux. Les États s'investissent bien sûr dans de telles actions à des degrés divers de capacité et de légitimité, autant d'éléments qui influencent les stratégies adoptées par les gangs en prison.

L'étude comparative des gangs de prison n'en est encore qu'à ses balbutiements. On ne connaît toujours que peu d'éléments sur des cas importants tels que la Fédération de Russie et la Chine (qui présentent respectivement les deuxième et troisième populations carcérales au monde<sup>5</sup>), et même les pays occidentaux enregistrent une réelle pénurie en termes de statistiques pertinentes et d'informations fiables. Les gouvernements, même démocratiques, sont rarement disposés à évoquer l'existence et le pouvoir de groupes criminels implantés dans les prisons. La plupart des informations disponibles proviennent de sources journalistiques et ethnographiques; la base de comparaison entre les différents cas et pays est donc essentiellement qualitative. Les cas présentés ici ne sont pas censés offrir un aperçu représentatif des gangs de prison du monde entier. Ils ont plutôt été choisis dans l'ensemble très limité de cas pour lesquels on dispose d'informations importantes, afin de démontrer la diversité des types, stratégies et trajectoires de ces gangs.

## Gangs de prison «classiques»

### États-Unis

La caractéristique dominante des gangs de prison des États-Unis est leur caractère racial. Les noms mêmes des principaux gangs des prisons californiennes, les plus anciens et les plus importants du pays, en disent long: Mexican

L'État détermine  
en grande partie  
les conditions  
auxquelles  
répondent  
les prisonniers  
et les gangs.



Membres des Mexikanemi, une filiale texane de la Mexican Mafia, l'un des gangs les plus anciens et les plus puissants dans les prisons américaines. © Andrew Lichtenstein/Corbis

Mafia (MM), Aryan Brotherhood (AB), Black Guerrilla Family (BGF). Les clivages ethnogéographiques au sein de groupes raciaux ont également leur importance: constituée de Chicanos<sup>6</sup> du sud de la Californie, la MM est l'ennemie jurée de la Nuestra Familia (NF), qui représente les Chicanos du nord de la Californie. En réalité, la rivalité entre la MM et la NF est tellement forte que ces deux gangs s'allient traditionnellement l'un contre l'autre avec l'AB et la BGF (Valdez, 2009). La base d'adhésion de chaque groupe et de la quasi-totalité des gangs des prisons américaines, demeure raciale et des alliances interraciales se nouent généralement par nécessité.

Dans un processus qui semble se perpétuer de lui-même, de nombreux gangs voient le jour en réponse à ce qu'ils perçoivent comme des menaces envers leur «espèce» de la part d'autres gangs: le Texas Syndicate, un autre gang californien important, s'est ainsi formé en réponse à des attaques à l'encontre des détenus d'origine texane (principalement chicanos) au sein des prisons californiennes (Fleisher et Decker, 2001); le gang Barrio Azteca a pour sa part été fondé dans le système carcéral texan par des détenus d'El Paso, qui subissaient une discrimination de la part des gangs dominants. La scission des gangs est fréquente, particulièrement par-delà les frontières des États et ces dernières années, d'importants gangs de rue «institutionnalisés» tels que les Bloods et les Crips ont établi des cellules en prison, plutôt que de se faire absorber par les gangs de prison natifs plus anciens, comme c'était souvent le cas par le passé (Hagedorn, 2005, p. 162-163; Hunt *et al.*, 1993). Il en résulte une prolifération des gangs en prison: un sondage de 2004 qui a demandé à des responsables pénitentiaires de tout le pays de citer les trois principaux gangs de leur établissement a obtenu les noms de 71 groupes différents (Knox, 2005, p. 38).

En raison de cette multiplicité et du caractère restreint et basé sur des clivages de l'appartenance à un gang, il est pratiquement impossible pour un gang de prétendre à l'hégémonie au sein d'une unité pénitentiaire aux États-Unis, sans même parler d'un système carcéral. De nombreuses prisons sont plutôt caractérisées par des alliances chan-

geantes entre gangs et par un équilibre instable qui bascule fréquemment dans une violence raciale généralisée<sup>7</sup>. Par conséquent, les gangs des prisons américaines sont généralement considérés par les analystes et les responsables pénitentiaires essentiellement comme des agents de la violence, de l'extorsion et des activités économiques illicites, une opinion reflétée dans le terme officiel pour les gangs carcéraux, les groupes qui menacent la sécurité. Cette formulation ignore, peut-être délibérément, le rôle protecteur que jouent les gangs pour leurs membres, les motivations poussant les détenus à y adhérer et, par-dessus tout, l'interaction cruciale entre les gangs et les gardiens de prison, qui permet le maintien de l'ordre au quotidien – y compris la corruption, qui permet le fonctionnement de l'économie carcérale illicite. Elle contribue également à la tendance consistant à adopter une approche répressive de «tolérance zéro», visant de façon irréaliste à éliminer l'activité des gangs, sans réelle analyse de l'efficacité de mesures spécifiques de lutte contre les gangs (Forsythe, 2006, p. 4) ni de leur rôle bien établi au niveau de l'«équilibre» du maintien de l'ordre.

Les gangs de prison peuvent projeter leur pouvoir, organisant la vente de drogue au détail dans des villes entières.

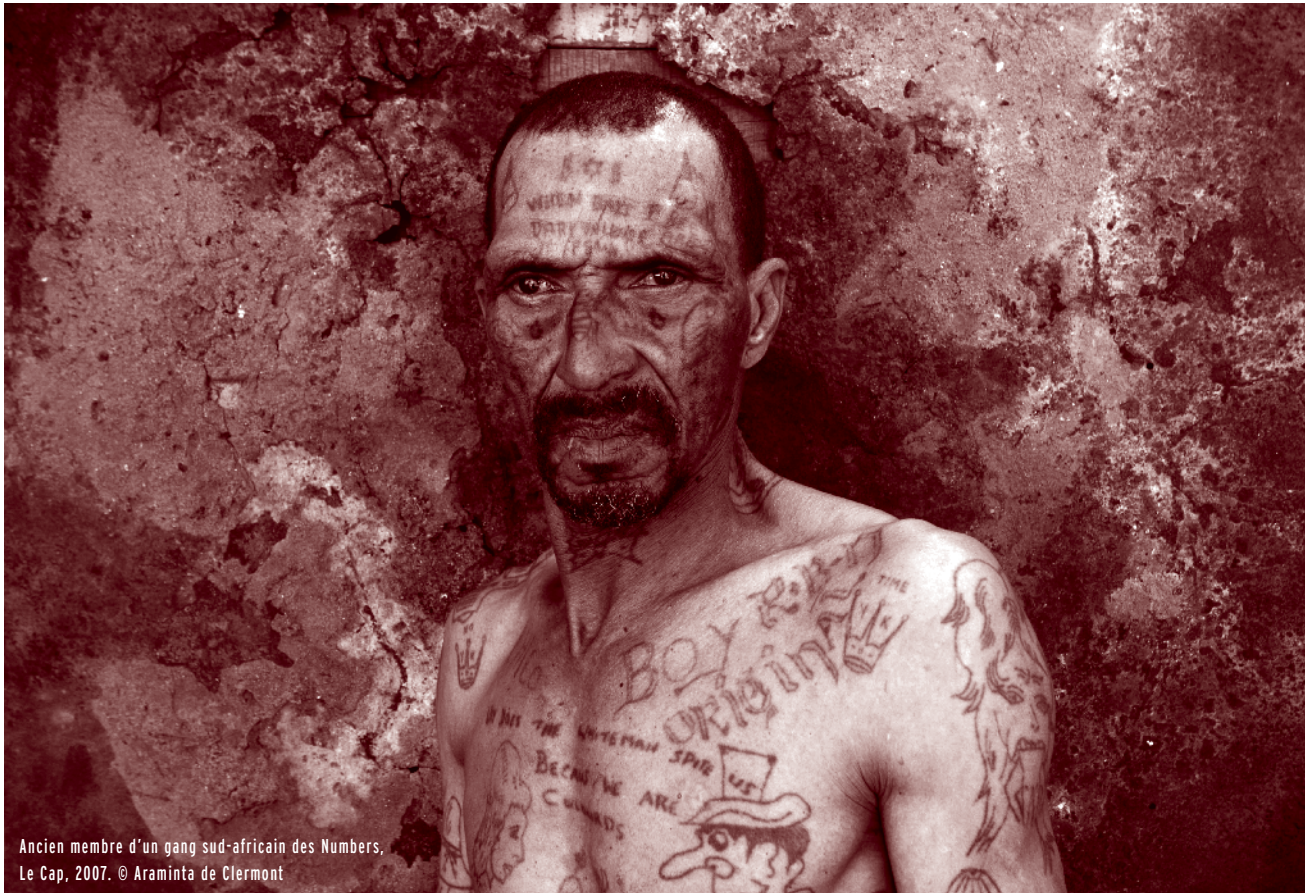
Les débats sur les gangs de prison dans le monde en développement mettent en avant le manque d'infrastructures carcérales physiques, des gardiens mal formés et mal payés et les dysfonctionnements du système pénal. Le cas des États-Unis est frappant à cet égard au vu des nombreux éléments de cette même dynamique qui persistent, en dépit d'énormes avantages économiques et institutionnels. Il serait par exemple difficile d'imaginer un régime pénitentiaire plus sécurisé que les unités d'isolement carcéral ultramodernes d'une prison «Supermax» américaine telle que Pelican Bay, en Californie (Weinstein et Cummins, 1996). Pourtant, même là, les autorités sont incapables d'empêcher les chefs de gangs de communiquer avec des membres à l'extérieur et de coordonner les actions de ceux-ci (Geniella, 2001; Montgomery, 2009). Les téléphones portables sont omniprésents dans les prisons américaines (Besier, 2009), comme dans les prisons d'Amérique latine. Les tentatives de neutralisation des gangs consistant à les séparer et transférer leurs chefs vers d'autres unités ont paradoxalement contribué à leur propagation dans tous les systèmes carcéraux d'un État (Parenti, 2000, p. 196), une situation qui s'est reproduite à de nombreuses reprises au Brésil. Il est peut-être plus inquiétant de noter que le cas du gang Barrio Azteca, déjà mentionné précédemment, a démontré que les gangs des prisons américaines – à l'instar du Primeiro Comando da Capital à São Paulo – sont parfaitement en mesure de projeter leur pouvoir, organisant la vente de drogue au détail dans des villes entières en intégrant des petits gangs de rue dans un système normalisé de tarifs, quotas et règles.

De certains points de vue, une capacité accrue de l'État simplifie presque certainement la prise de mesures à l'égard des gangs de prison – comme le démontrent les poursuites couronnées de succès engagées contre le gang Barrio Azteca pour violation de la loi fédérale RICO. Certains composants de la capacité de l'État peuvent toutefois contribuer par mégarde au renforcement des gangs de prison (cf. tableau 6.1), ce qui explique peut-être pourquoi il ne s'agit pas là d'une variable décisive pour prédire la puissance des gangs de prison.

Une autre possibilité est qu'aux États-Unis, les ressources économiques accrues allouées au secteur pénitentiaire sont dépassées par une énorme population carcérale qui ne cesse d'augmenter, de loin la plus importante de n'importe quel pays du monde à l'heure actuelle<sup>8</sup>. Les activités et la formation des gangs de prison semblent soumises, par nature, aux effets de réseau, ce qui soulève la question – et la piste importante pour de futures recherches – de savoir si leur croissance et leur impact négatif potentiel augmentent de façon non linéaire avec la taille de la population carcérale. Cette possibilité est compatible avec le fait que les États américains présentant les plus importantes populations carcérales, à savoir la Californie et le Texas, sont également vraisemblablement confrontés aux pires problèmes de gangs de prison<sup>9</sup>. Au-delà d'un certain point, si le coût marginal de la répression des activités des gangs de prison augmente avec la taille absolue de la population carcérale, des dépenses plus élevées par prisonnier sont alors peut-être nécessaires pour contenir le problème des gangs. Même si le budget alloué au secteur pénitentiaire a été au moins multiplié par sept depuis 1982<sup>10</sup>, il est peut-être toujours inadapté pour faire face à une population de détenus si importante et sans précédent.

### **Afrique du Sud: les Numbers, les Américains, et la Firm<sup>11</sup>**

Les prisons d'Afrique du Sud sont dominées depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle par la présence de trois gangs liés, les 28, 27 et 26 – connus collectivement comme les Numbers. Les Numbers constituent un «système» de gangs unique et extrêmement résistant. Chaque gang présente une hiérarchie complexe et rigide avec des dizaines de grades différents et de «lignes» d'ascension, ainsi que des règles de conduites distinctes. À titre d'exemple, les 28 autorisent l'homosexualité, contrairement aux 26; l'appartenance aux 27 se mérite par la violence et aux 26 par la ruse et le vol (HRW, 1994, p. 52). Chaque gang présente également sa propre variation d'un mythe fondateur commun autour de Nongoloza,



Ancien membre d'un gang sud-africain des Numbers, Le Cap, 2007. © Araminta de Clermont

bandit anticolonialiste du 19<sup>e</sup> siècle, inspirant des rituels complexes impliquant des uniformes et armes de l'époque de la guerre des Boers, imaginaires mais conservés en mémoire avec le plus grand soin. Contrairement aux gangs de prison des États-Unis, l'appartenance n'est pas déterminée par la race ou l'ethnicité, un élément surprenant au vu des clivages raciaux aussi marqués dans un pays que dans l'autre. Les Numbers sont réputés pour leur brutalité, aussi bien à l'égard de leurs propres initiés, qui sont souvent bizutés presque jusqu'à la mort, qu'envers le reste de la population carcérale, que les Numbers exploitent fréquemment. Si les gangs se disputent souvent des ressources et des recrues et se lancent parfois dans des attaques ouvertes les uns contre les autres, ils se considèrent comme ayant des rôles complémentaires<sup>12</sup>. Le système des Numbers s'est donc propagé à l'ensemble du système carcéral sud-africain et depuis près d'un siècle, empêche tous les autres gangs de prison de réaliser davantage que des percées mineures (HRW, 1994, p. 51-52).

Du point de vue de la sécurité publique, les Numbers sont essentiellement problématiques en termes de violence au sein des prisons et de violations des droits de l'homme. Les chefs de gangs peuvent punir les prisonniers par des exécutions, des passages à tabac, des viols collectifs et un esclavage sexuel. Une «ligne» entière des 28 consiste d'ailleurs en esclaves sexuels essentiellement féminisés (Gear et Ngubeni, 2002). L'une des punitions possibles fait froid dans le dos: il s'agit de la transmission volontaire du SIDA (Reuters, 2002). Les Numbers n'ont toutefois jamais cherché à projeter leur pouvoir en dehors de l'enceinte des prisons. En réalité, leurs traditions de longue date et leurs critères d'admission très sévères ont conféré aux Numbers de haut rang un certain mépris pour les gangs de rue, dont les membres affirment souvent entretenir des liens opérationnels avec les gangs des Numbers ou en être des initiés, même s'ils n'ont jamais été incarcérés. Plutôt que de coopter ces gangs de rue à petite échelle et de les organiser (comme l'a fait, par exemple, le Barrio Azteca au Texas), les chefs des Numbers ont préféré établir une nette distinction entre eux et les activités criminelles à l'extérieur.



Les choses ont toutefois commencé à changer dans les années 1990, avec une reconfiguration des marchés illicites sud-africains des suites de la mondialisation et de l'émergence de «supergangs» impliqués dans le trafic de drogue à grande échelle. À l'instar des plus petits gangs qui les ont précédés, les deux principaux supergangs en dehors des prisons, les Americans et la Firm, ont tous deux affirmé avoir noué des alliances avec les gangs des Numbers. Dans ce cas, toutefois, les ressources économiques et politiques à la disposition des chefs de ces supergangs étaient si importantes, et les chefs vieillissants des Numbers connaissaient un tel déclin, que ces derniers ont été contraints d'accepter cette alliance, en dépit du manque de familiarité des supergangs avec les traditions des Numbers (Steinberg, 2004, p. 39-44). Il est intéressant de noter qu'un semblable «affaiblissement» des principes d'un gang a pu être observé dans le cas du Comando Vermelho à Rio de Janeiro, en vue d'accepter de nouveaux membres en possession de grandes quantités d'argent, à la suite de l'essor du commerce de la drogue (Coelho, 1988).

### **Amérique centrale: institutionnalisation des maras au travers de l'incarcération de masse**

La ségrégation en fonction des gangs a transformé les prisons en ressources organisationnelles.

En 1995, une modification de la loi d'immigration américaine a facilité la déportation de non-citoyens condamnés pour certains délits. Couplée aux lois californiennes de lutte contre les gangs et aux critères de condamnation pour «multirécidive», cette modification a entraîné une vague de déportation de criminels d'Amérique centrale – 46.000 entre 1998 et 2005, si l'on en croit une estimation (Jütersonke, Muggah et Rodgers, 2009). Nombre de ces déportés étaient membres des deux principaux gangs de rue d'Amérique centrale basés aux États-Unis, la Mara Salvatrucha (MS) et la Mara Dieciocho (18<sup>th</sup> Street Gang ou simplement 18). Les gangs n'avaient rien de nouveau au Salvador, au Honduras ou au Guatemala, mais l'arrivée de membres des *maras* déportés des États-Unis et la vague plus importante d'immigration de retour dans laquelle elle s'est inscrite, s'est soldée par la pénétration en Amérique centrale de la culture des gangs du sud de la Californie. Le large éventail de gangs locaux axés sur le territoire n'ont pas tardé à devenir des *clikas* («cliques») de la MS et des franchises de la 18, adoptant les symboles, l'argot et la structure des gangs implantés aux États-Unis, y compris la propension à la guerre entre les deux *maras* rivales (Cruz, 2007). L'appartenance aux gangs a connu un développement rapide et les taux de criminalité ont augmenté, déclenchant une «crise des gangs» à laquelle les politiciens de la région ont répondu par des politiques répressives de *mano dura* (Arana, 2005).

Ces politiques ont alors entraîné des incarcérations de masse et une énorme surpopulation dans les prisons mal entretenues de la région, dont certaines accueillait aussi bien des membres de la MS que de la 18. Entre 2002 et 2005, une série d'émeutes, d'attaques et d'incendies meurtriers ont éclaté dans les prisons, faisant des centaines de morts. Ces événements ont clairement établi que les détenus avaient accès à des armes à feu, des explosifs et des téléphones portables et que des gardiens de prison étaient coupables de les leur avoir fournis. Les autorités carcérales ont naturellement réagi en séparant les détenus, remettant ainsi pratiquement des ailes ou des prisons entières aux mains de chaque gang. Si ces mesures ont effectivement contribué à réduire le niveau de violence entre détenus, elles ont également eu pour effet prévisible de transformer les prisons en ressources organisationnelles. Comme l'a formulé une mission de l'USAID au Guatemala, «les prisons sont devenues des universités ou des camps d'entraînement pour les membres de gangs» (USAID, 2006).

Le degré de contrôle ou d'influence exercé sur les activités extérieures par les *maras* depuis l'intérieur du système carcéral n'apparaît pas clairement, pas plus que leur niveau d'organisation actuel. Certains analystes insistent sur le fait qu'aucun des gangs ne présente une structure hiérarchique de commandement et de contrôle (Jütersonke, Muggah et Rodgers, 2009, p. 380-381), et que les affirmations de grande influence faites par des membres de gangs emprisonnés à des journalistes peuvent très bien constituer des exagérations<sup>13</sup>. D'autres soutiennent pour leur part que l'emprisonnement dans des établissements faisant l'objet d'une ségrégation offre aux *maras* d'importantes ressources organisationnelles – tels qu'un quartier général physique où peuvent se rassembler les membres de différentes régions – et de réelles possibilités pour les chefs de récompenser la loyauté et de punir les transgressions, entraînant une «institutionnalisation» des *maras* (Cruz, 2007).

Les craintes d'une infiltration inversée aux États-Unis d'une nouvelle espèce de maras ultraviolentes et extrêmement disciplinées, contrôlées à partir de «centres névralgiques» implantés dans des prisons d'Amérique centrale dirigées par les détenus (Lopez, Connell et Kraul, 2005) sont peut-être exagérées. La coordination d'actions par-delà les frontières internationales exigerait probablement un flux de membres des gangs de rue américains vers les prisons d'Amérique centrale plus important qu'il n'est réaliste de l'imaginer. Certaines des expériences d'autres gangs

de prison rapportées dans ce chapitre suggèrent toutefois un certain nombre de développements potentiels troublants. À titre d'exemple, il semble certainement plausible que les activités des gangs de rue d'Amérique centrale puissent faire l'objet d'une coordination toujours plus marquée par les chefs emprisonnés des *maras*. Au vu de l'absence générale de capacité des États et du nombre très élevé de membres de gangs dans ces pays, la voie pourrait alors être ouverte au type de confrontations violentes avec les forces étatiques qui ont rendu célèbres les gangs des prisons brésiliennes.

### Les groupes de militants en prison

Contrairement aux groupes criminels et aux gangs de rue, les groupes de militants et d'insurgés sont généralement organisés autour d'un objectif politique concret (souvent le renversement de l'État) par la force. Si certains groupes de militants s'impliquent dans des activités illicites, il ne s'agit généralement pas là d'un élément central de leur recrutement, de leur entraînement ou de leurs opérations. Leurs membres incarcérés ne correspondent certainement pas à l'image d'un gang de prison «classique». Bon nombre des dynamiques sous-jacentes présentes dans le cas des gangs de prison criminels fonctionnent toutefois également dans le cas des membres incarcérés de groupes de militants, et les dilemmes auxquels l'État est confronté sont similaires à bien des égards. Par ailleurs, les puissants gangs des prisons brésiliennes ont intégré des techniques glanées au contact de groupes de militants, qui ont, à certains égards, profondément façonné leurs stratégies et directement contribué à leur «réussite» (Auler, 2008, p. 109-111). L'inclusion des groupes de militants dans cette étude a pour but d'offrir une perspective comparative plus poussée, et non pas d'associer ou de mettre ces groupes sur un pied d'égalité avec des gangs de rue et de prison purement criminels.

Les militants incarcérés amènent avec eux un important capital humain et social, incluant souvent des normes de comportement collectiviste, une hiérarchie ou structure de commandement, des tactiques organisationnelles et de guérilla, une connaissance du système juridique et des droits des prisonniers, ainsi que des positions idéologiques et objectifs stratégiques bien formulés qui contribuent à la focalisation de l'énergie et au maintien de l'unité pendant l'incarcération. Par conséquent, les membres emprisonnés ont tendance à agir collectivement, à subvenir aux besoins de leurs propres membres et à les protéger, à négocier en tant que groupe, à se lancer dans des protestations organisées telles que des grèves de la faim et à utiliser les recours juridiques à leur disposition pour dénoncer les mauvais traitements et de piètres conditions de détention.

Par ailleurs, les groupes de militants emprisonnés sont peut-être moins susceptibles de se propager et de recruter au sein du système carcéral, pour un certain nombre de raisons. D'une part, de nombreux groupes de militants se considèrent comme des prisonniers politiques et se donnent beaucoup de mal pour se séparer physiquement et symboliquement des criminels de droit commun. C'est particulièrement le cas lorsque les gouvernements les mélangent délibérément, précisément pour refuser aux militants tout statut politique, comme ce fut le cas aussi bien pour l'Armée républicaine irlandaise (IRA) que pour les opposants de gauche de la dictature militaire au Brésil. Les groupes de militants peuvent aussi vouloir rester entre eux pour des raisons stratégiques: les groupes poursuivant une stratégie d'avant-garde peuvent avoir le sentiment que les détenus de droit commun ne disposent pas de la formation technique et idéologique – ou simplement de la loyauté – nécessaire pour rejoindre leur mouvement. Lorsque des groupes de militants se livrent au recrutement et à la propagation, c'est généralement dans le cadre d'une stratégie plus vaste de prosélytisme idéologique et de conversion à la cause d'une certaine «base» marginalisée, comme ce fut le cas avec le Sendero Luminoso au Pérou.

### Irlande: la lutte en prison de l'IRA<sup>14</sup>

En 1976, le gouvernement britannique a changé de politique à l'égard des militants républicains irlandais capturés; ceux-ci avaient auparavant bénéficié d'un statut quasi-politique au sein du système carcéral, mais ils allaient désormais être considérés comme des criminels de droit commun et mélangés à ceux-ci dans la population carcérale générale. Si le but de cette mesure était certainement de démoraliser l'IRA et d'ôter toute légitimité à la résistance armée aux yeux du public, le résultat final a presque été à l'opposé. Les membres de l'IRA emprisonnés ont refusé de porter l'uniforme carcéral des «prisonniers de droit commun» – les seuls vêtements mis à leur disposition – et ont plutôt choisi de rester dans leur cellule, enroulés dans des couvertures. La «grève des couvertures» a rapidement dégénéré en «grève de l'hygiène», dans le cadre de laquelle les membres de l'IRA refusaient de se laver et utilisaient leurs propres excréments pour souiller leur cellule et les couloirs.

Les puissants gangs des prisons brésiliennes ont intégré des techniques glanées auprès de groupes de militants.

En 1980, une grève de la faim généralisée était en cours et la campagne carcérale figurait en première ligne de la lutte globale de l'IRA. Une deuxième grève de plus grande ampleur en 1981 a d'ailleurs débouché sur une surprenante victoire politique, lorsque des élections précipitées ont été organisées pour remplacer un parlementaire d'Irlande du Nord, décédé inopinément. L'un des grévistes emprisonnés s'est présenté à cette élection et l'a remportée en raison du soutien populaire que la grève avait suscité pour la cause des prisonniers.

Fait surprenant, le gouvernement britannique n'a pas cédé, la grève s'est poursuivie et un mois plus tard, le parlementaire nouvellement élu est mort en prison, avec neuf autres grévistes. En fin de compte, ce que l'on a appelé «la lutte en prison» s'est toutefois avérée fort positive pour l'IRA. Sur le court terme, l'attention des médias et du public s'est détournée des tactiques terroristes et campagnes militaires controversées de l'IRA pour se focaliser sur la lutte – largement considérée comme légitime et courageuse – pour le traitement juste des prisonniers républicains par des gardiens britanniques intransigeants et inhumains. Sur le long terme, ces épisodes ont appris à l'IRA qu'elle pouvait mettre à profit l'organisation et la cohésion interne pour faire progresser son agenda et remporter des batailles politiques, tout en créant précisément des liens de camaraderie et d'encouragement mutuel à l'héroïsme parmi les grévistes. Nombreux sont les dirigeants de l'IRA qui attribuent la revitalisation du groupe et les réalisations politiques ultérieures du mouvement républicain aux effets revigorants de la lutte en prison (English, 2005, p. 205).

Si, en tant qu'organisation, l'IRA ne présente guère de ressemblance avec les gangs criminels des prisons, cet épisode n'en révèle pas moins certains des paradoxes de l'emprisonnement<sup>15</sup>. L'incarcération des membres de l'IRA a certainement nui à l'organisation d'un point de vue tactique, en enlevant certains soldats de la circulation et en faisant monter les enchères pour tous les membres en service actif. D'un autre côté, elle a également fourni à l'organisation des ressources et des motivations pour une action collective et a transformé le système carcéral en zone de confrontation avec l'État britannique. Cet exemple démontre également clairement les effets ambigus de la capacité de l'État sur la puissance des organisations pénitentiaires. Le problème ne résidait guère dans la capacité du Royaume-Uni à bâtir des prisons et à les doter de personnel, ni dans l'efficacité de ses institutions de justice pénale, mais plutôt dans la façon dont l'emprisonnement de masse de membres de l'IRA comme criminels de droit commun a influencé et en fin de compte renforcé leurs motivations. En réalité, au vu du caractère politique/judiciaire des actions des membres de l'IRA emprisonnés, un système de justice pénale sain et démocratique a probablement constitué un handicap tactique pour l'État britannique dans ce cas précis.

La prison  
d'El Frontón est  
effectivement  
devenue un bastion  
et un centre de  
formation du SL.

### **Pérou: la «zone libérée» du Sentier lumineux**

En 1982, des soldats de l'insurrection maoïste du Sentier lumineux (Sendero Luminoso, SL) ont attaqué la prison d'Ayacucho, au Pérou, pour libérer 300 de leurs camarades incarcérés (Smith, 1983). Craignant de nouvelles tentatives d'évasion et de sauvetage, le gouvernement péruvien a rouvert l'île-prison d'El Frontón et y a déplacé la plupart de ses prisonniers SL (Gorriti, 1999, p. 243). Si l'on en croit la commission péruvienne de la vérité et de la réconciliation, les conditions d'emprisonnement médiocres du début des années 1980 ont été «mises à profit par le SL, qui considérait les prisons comme des centres d'action politique» (CVR, 2003, p. 738). Là où les gardiens se caractérisaient à la fois par leur indifférence et leur brutalité, les responsables emprisonnés du SL maintenaient une discipline interne efficace et militarisée, ainsi qu'une ferveur idéologique inébranlable, qui incluait des marches, des chants et des séances communes d'endoctrinement. Les dissidents, les réactionnaires et les membres de factions adverses étaient contraints de chercher refuge dans un bloc aux cellules délabrées, tandis que ceux qui étaient amenés par la contrainte ou la flatterie à adopter l'idéologie du SL; une ségrégation de fait s'est ainsi rapidement mise en place (Gorriti, 1999, p. 248). Des menaces et négociations avec les responsables ont permis au SL d'obtenir une série de concessions et de consolider son contrôle sur le quotidien de la prison (Christian, 1986). Les responsables carcéraux n'étaient ainsi pas autorisés à pénétrer dans le bloc du SL, que les détenus SL ont décoré d'icônes maoïstes, remanié physiquement avec leurs propres matériaux de construction et déclaré «zone libérée». La prison d'El Frontón est ainsi devenue un bastion et centre de formation du SL; à certains égards, il s'agissait en fait là du fier visage public d'une organisation par ailleurs secrète (Renique, 2003).

Tout au long de l'année 1985, le Sentier lumineux a orchestré des rébellions carcérales synchronisées à El Frontón et dans d'autres prisons, prenant généralement des gardiens en otage et négociant des améliorations des conditions de détention et la reconnaissance en tant que prisonniers politiques.

Finalement, en 1986, après une vague d'attaques du SL à Lima et dans ses environs, les autorités ont répondu à une émeute à El Frontón par un déferlement de force militaire qui a rasé le bloc de cellules du SL et fait 118 morts. Des émeutes simultanées dans deux autres prisons ont également fait l'objet d'une répression militaire. L'ensemble des 124 détenus de la prison de Lurigancho ont ainsi été tués. Le nombre total de victimes dans les trois prisons s'est chiffré à 248 au moins, dont 244 étaient des prisonniers (Weschler et Neier, 1993). La Commission a découvert par la suite que certains prisonniers ont été exécutés sommairement et que l'armée péruvienne a détruit les preuves du massacre (CVR, 2003).

Ce massacre n'a guère marqué la fin de la stratégie du SL qui consistait, pour reprendre ses propres termes, à «transformer les sordides cachots de la réaction en lumineuses tranchées de combat» (CVR, 2003, p. 740). En réalité, les dirigeants du SL avaient peut-être l'intention de provoquer une réaction disproportionnée qui confirmerait aux yeux de l'opinion son affirmation selon laquelle l'État avait adopté une politique de «génocide» (CVR, 2003, p. 742). Quoi qu'il en soit, le SL a rapidement établi une nouvelle «école» carcérale à la prison de Castro Castro à Canto Grande, qui allait être le théâtre d'une longue bataille avec les forces étatiques pour son contrôle en 1992 (Weschler et Neier, 1993, p. 207).

## CONSOLIDATION, PROPAGATION ET PROJECTION DU POUVOIR: LES SYNDICATS DU CRIME DU SYSTÈME PÉNITENTIAIRE BRÉSILIEN

Comme le démontre la section précédente, les gangs de prison et d'autres groupes incarcérés se distinguent par les stratégies qu'ils mettent en œuvre et leur degré de réussite. Les gangs des prisons américaines, par exemple, ne présentent que rarement une consolidation; les alliances transcendant les clivages raciaux sont fragiles et les schismes fréquents au sein d'une même race, entraînant une prolifération des gangs et un ordre hiérarchique en constante évolution. Les gangs sud-africains des Numbers, par contre, ont bâti un système coopératif de gangs multiraciaux qui n'admet aucun gang rival sérieux depuis près d'un siècle. Les gangs qui se livrent activement au recrutement et à l'expansion sont également susceptibles de se propager si les conditions le permettent, tandis que les membres emprisonnés de groupes extérieurs préexistants (tels que l'IRA) peuvent préférer se regrouper au sein d'une même unité afin de préserver le moral et les buts communs. Enfin, tous les gangs ne projettent pas leur pouvoir: certains essaient de le faire mais n'y parviennent guère, comme le démontrent les incursions de la Mexican Mafia dans la distribution de cocaïne dans le sud de la Californie; d'autres encore ne poursuivent tout simplement pas cette stratégie, à l'instar des Numbers en Afrique du Sud.

Le CV, à Rio de Janeiro, et le PCC, à São Paulo, constituent des cas d'étude intéressants, précisément parce qu'ils ont connu la réussite dans ces trois stratégies. Ces deux entités ont en particulier projeté leur pouvoir et développé leurs opérations par-delà l'enceinte des prisons, à un degré tel et avec des conséquences si désastreuses qu'ils semblent avoir dépassé l'étiquette de «gangs de prison». Pourtant, en tant que groupes «natifs», ils conservent une culture influencée par l'expérience carcérale et, à bien des égards, continuent de se reposer sur le système pénitentiaire comme centre du pouvoir.

### Le Comando Vermelho<sup>16</sup>

Au début des années 1970, la dictature militaire brésilienne, en réponse à un mouvement de résistance armée limité mais prenant de l'ampleur, a commencé à emprisonner à la fois les militants de gauche et les criminels de droit commun à la prison Cândido Mendes, dans le cadre de la loi de sécurité nationale (*Lei de Seguranca Nacional*, LSN) nouvellement adoptée. En mélangeant les militants et les criminels de droit commun, comme les Britanniques allaient le faire plus tard avec l'IRA, la junte brésilienne cherchait à occulter le statut politique des premiers et espérait ainsi ôter toute légitimité à leur cause. À l'instar de l'IRA, les militants incarcérés se sont lancés dans des actions collectives disciplinées pour se distinguer des criminels de droit commun dans la dénommée aile LSN. La campagne a fini par porter ses fruits et les militants ont été amnistiés. Par contre, là où l'IRA est sortie renforcée de sa lutte en prison, la gauche armée brésilienne a pour sa part largement tourné court vers le milieu des années 1970.

Le CV, à Rio, et le PCC, à São Paulo, ont développé leurs opérations bien au-delà de l'enceinte des prisons.

Des membres du CV impliqués dans une émeute réclament la séparation des différents gangs dans la prison de Benfica, Rio de Janeiro, 31 mai 2004. © Vanderlei Almeida/AFP



Les vrais bénéficiaires de la politique mal conçue du gouvernement ont peut-être été les criminels de droit commun de l'aile LSN. Dans un cas spectaculaire de conséquences involontaires, ces détenus ont appris et adopté bon nombre de tactiques organisationnelles et collectivistes des gauchistes, se forgeant une solide identité de groupe<sup>17</sup>. Affinant et adaptant ces tactiques au fil du temps, ce groupe, connu à l'origine sous le nom de Falange LSN (Gang LSN), allait en arriver en dix ans à dominer non seulement le système carcéral de Rio de Janeiro, mais à exercer en outre un contrôle armé sur la majorité des *favelas* de la ville et un monopole quasi-total sur la vente de drogue au détail, en plein essor à Rio.

Le Comando Vermelho (Commando rouge), comme les autorités ont finalement rebaptisé le gang LSN, a établi et consolidé son contrôle à Cândido Mendes par une combinaison de force brute et de stratégie politique originale élaborée au contact des militants de gauche. Au moment de la fondation du CV, la prison, bâtie sur le versant éloigné d'une île sauvage située à bonne distance de la capitale était célèbre pour ses conditions de détention chaotiques et violentes. Les prisonniers y étaient victimes de passages à tabac, tortures, vols, viols, esclavage et meurtres, aussi bien aux mains d'autres détenus que des gardiens. Les gangs existants dans la prison étaient petits, prédateurs et violents.

En revanche, les prisonniers du CV partageaient une philosophie collectiviste qu'ils promulguaient comme un code de conduite universel, une fois réintégrés à la population carcérale: pas de vol, pas de viol et pas de violence entre prisonniers (sauf en cas de décret de la collectivité, en guise de punition pour des transgressions) (Lima, 1991, p. 49). Ils ont également conservé des pratiques collectivistes des militants, mettant notamment en commun les ressources dans une cagnotte et distribuant au compte-gouttes une «aide sociale» aux prisonniers les plus pauvres. Leur discours appelait enfin les détenus à mettre leurs différends de côté pour privilégier une lutte collective destinée à améliorer les conditions de détention et le respect des droits des prisonniers, et à mettre un terme aux abus par les autorités.

Avec l'élimination de ses derniers rivaux lors d'une confrontation sanglante, le CV n'est pas simplement devenu le gang le plus puissant toujours debout. En utilisant son hégémonie pour mettre en place un ordre social coopératif, en offrant des services publics tels que la sécurité et une aide sociale, le gang a généré un soutien politique et suscité la loyauté parmi les détenus (Lima, 1991, p. 75), ce qui a dès lors conféré à ses chefs un réel moyen de pression sur les administrateurs pénitentiaires<sup>18</sup>. Le CV était crédible dans son offre de maintien de la paix et de minimisation de la violence d'une part, mais également dans ses menaces de troubles collectifs tels que des émeutes et des grèves de la faim. C'est ainsi qu'ils ont été en mesure d'obtenir de nouvelles concessions, telles que le droit aux visites conjugales et une mainmise accrue sur le quotidien de la prison. L'élément crucial de la consolidation sans précédent de son pouvoir par le CV a été sa stratégie d'établissement d'un ordre social universel et réglementé, moins violent, arbitraire et prédateur que le *status quo* en vigueur auparavant, et présentant des avantages aussi bien pour les prisonniers que pour les administrateurs (Lessing, 2009). Une telle consolidation avait par ailleurs tendance à se renforcer d'elle-même et à dépendre de la voie empruntée. En effet, plus le CV gagnait en puissance et plus grande était sa capacité à faire respecter «l'ordre public», à arracher des concessions et à offrir des services publics, justifiant ainsi son discours et renforçant son soutien politique.

La propagation du CV à travers le système pénitentiaire a été favorisée à la base par ce qui a vraisemblablement constitué une erreur. Menacés par la consolidation du pouvoir du CV à Cândido Mendes, des responsables de l'État ont ordonné le transfert de ses chefs vers d'autres unités carcérales dans tout l'État de Rio de Janeiro au début des années 1980. Même si certains d'entre eux ont été placés à l'isolement, ils ont néanmoins été en mesure de faire passer leur «message» et ont rapidement pris le contrôle d'autres prisons. Comme le formule une directrice du département d'État du système pénitentiaire de Rio – dans son témoignage officiel – «le Comando Vermelho contrôle quatre prisons et l'administration a bien du mal à prendre la moindre nouvelle mesure sans leur consentement»<sup>19</sup>.

Le CV a également utilisé de son pouvoir pour faciliter des évasions. Les membres libérés étaient ainsi contraints d'offrir argent et ressources à la collectivité carcérale et de participer aux tentatives d'évasion, sous peine de mort. À ce stade précoce de l'expansion au-delà des murs des prisons, le défi, d'un point de vue organisationnel, consistait à déterminer aussi bien que susciter la loyauté et le sens du sacrifice des membres libérés, à une époque où la capacité d'action du CV à l'extérieur était encore limitée et où ses membres n'étaient pas unis par des liens familiaux ou ethniques. Des récits de membres soulignent le fait que leur expérience carcérale partagée a solidifié leur engagement envers le code de comportement coopératif du CV. Néanmoins, un tel comportement était précisément viable en raison du contrôle consolidé exercé par le CV sur le système pénitentiaire, et donc de la crédibilité de ses promesses de récompense ou de punition des membres libérés, une fois ceux-ci recapturés. Paradoxalement, cela implique que des améliorations au niveau des forces de l'ordre, particulièrement des politiques d'incarcération de masse, pouvaient contribuer à accroître l'influence des gangs de prison sur leurs affiliés et membres à l'extérieur (Lessing, 2009).

À l'origine, les membres du CV étaient presque tous des voleurs et des braqueurs de banque. Ils ont donc continué de se livrer à des attaques à main armée pour obtenir l'argent nécessaire au financement d'évasions. Le vol à main armée constituait toutefois une activité risquée et imprévisible et après l'arrestation et le décès de nombreux membres fondateurs, le CV a adopté une nouvelle stratégie: le monopole de la vente de drogue au détail, particulièrement le commerce national de la cocaïne, alors en plein essor. En se prêtant des armes et des hommes de main, les chefs libérés du CV ont été en mesure de s'emparer systématiquement des points de vente de la drogue, ainsi que des *favelas* dans lesquelles ils étaient situés. Au milieu des années 1980, les chefs du CV contrôlaient 70% des *favelas* de Rio (Amorim, 2003). Cette hégémonie a pris fin avec l'arrivée de plusieurs syndicats rivaux nés d'un schisme, mais le CV est demeuré le plus puissant de tous. Au début des années 1990, aussi bien les *favelas* de Rio que ses unités carcérales se trouvaient partagées entre le CV et ses rivaux, un *status quo* étonnamment stable qui persiste à l'heure actuelle.

Ce nouveau *modus operandi* a fondamentalement altéré la structure et le sens même du CV. En dehors des prisons, il s'agit essentiellement d'une affiliation informelle de gangs autonomes actifs dans le commerce de drogue, dont les chefs s'engagent à s'aider mutuellement et se livrent à d'occasionnelles actions coordonnées (Misse, 2003). Il n'y a pas de trésorerie centrale ou de hiérarchie évidente, et le discours teinté de politique des origines a essentiellement cédé la place à la recherche de bénéfices tirés de la drogue. Aux yeux de bon nombre de résidents et même des spécialistes, le CV est avant tout associé à sa présence armée massive dans les *favelas*.

**Le CV a consolidé son pouvoir en établissant un ordre social universel, basé sur des règles.**

La «branche carcérale» du CV continue toutefois de jouer un rôle crucial, bien qu'occulte. D'une part, lorsque des personnes arrêtées pénètrent dans le système pénitentiaire, leur répartition dans les prisons se fait sur la base de l'affiliation de leur communauté d'origine. Les prisonniers provenant d'une *favela* dominée par le CV seront donc envoyés vers une prison dominée par le CV, qu'ils présentent ou non un lien quelconque avec les trafiquants du CV de leur communauté. Ils y adopteront les rituels, la discipline interne et les codes de comportement qui constituent, aux yeux de ceux qui sont passés par le système carcéral, la véritable marque du CV. Même ceux qui entrent en prison en tant qu'acteurs criminels autonomes peuvent très bien en sortir comme membres respectés de l'organisation, ayant droit à une position lucrative dans le commerce de la drogue<sup>20</sup>.

D'autre part, les chefs emprisonnés continuent d'exercer une influence importante sur les membres à l'extérieur. Les cas les plus clairs sont les barons de la drogue du CV qui, même emprisonnés, continuent généralement de gérer leurs opérations directement depuis les prisons, déléguant seulement l'autorité nécessaire à leurs lieutenants. Les ordres sont presque toujours suivis, car les membres à l'extérieur sont bien conscients que, tôt ou tard, le chef sera relâché ou qu'eux-mêmes seront incarcérés.

Une forme d'influence plus subtile est toutefois également à l'œuvre. Le système pénitentiaire offre aux chefs du CV un forum pour coordonner leurs stratégies, partager des informations, convenir de politiques d'assistance mutuelle, préparer des invasions et parvenir à des accords. Fort respectés, les plus anciens chefs du CV jouent un rôle particulièrement important, surtout lorsqu'ils entretiennent des liens avec les membres fondateurs (Barbosa, 1998). Leurs louanges ou leur mépris peuvent complètement changer la donne pour un membre du CV en pleine ascension, ou décider de l'avenir d'une ligne de conduite proposée. Ils sont fréquemment appelés à résoudre les différends, nommer des successeurs, négocier des accords entre chefs et évaluer des stratégies alternatives<sup>21</sup>. Comme le démontre la théorie des jeux, la coopération peut être énormément simplifiée lorsque les suggestions d'un acteur donné sont considérées comme cruciales par tous les joueurs (Myerson, 2004; Schelling, 1960). C'est précisément parce que le CV dans son ensemble ne présente pas de hiérarchie rigide que les chefs extérieurs se fient de manière décisive aux signaux transmis par les dirigeants emprisonnés pour coordonner des actions avantageuses pour tous.

Dès lors, le «visage carcéral» du CV aide l'ensemble de l'organisation à survivre aux échecs et à neutraliser les forces centrifuges qui, dans d'autres grandes villes brésiliennes, ont tendance à entraîner la chute d'importants trafiquants, donnant naissance à des marchés de la drogue plus fracturés (et moins violents) (Lessing, 2008b). En ce sens, la longévité et la capacité de résistance du CV sont peut-être en fin de compte moins imputables aux énormes profits de la drogue et à son immense arsenal de type militaire qu'au contrôle qu'il continue d'exercer sur le système pénitentiaire (Lessing, 2008a).

### **Le Primeiro Comando da Capital**

En octobre 1992, une bagarre entre des détenus de la prison de Carandiru à São Paulo a dégénéré en troubles généralisés. Les troupes de choc de la police militaire ont réagi en pénétrant dans la prison, armés de fusils d'assaut, et ont tué au moins 111 prisonniers. Des témoins ont déclaré que de nombreuses victimes ont été exécutées sommairement dans leur cellule après s'être rendues (Varella, 1999, p. 288). Le directeur de Carandiru au moment du massacre a été transféré vers l'établissement de sécurité maximale de Taubaté, où il a dirigé un régime carcéral terriblement répressif, où les détenus étaient maintenus à l'isolement quasiment en permanence, à l'exception de quelques heures par semaine et où les tortures et les passages à tabac aux mains des responsables étaient monnaie courante (Jozino, 2004, p. 28). C'est là que, moins d'un an après le massacre de Carandiru, un groupe de prisonnier a fondé le Primeiro Comando da Capital (Premier commando de la capitale) autour de l'idée d'une solidarité des prisonniers face aux abus et aux négligences des autorités pénitentiaires<sup>22</sup>.

Le PCC s'est doté de statuts écrits qui, s'inspirant fortement de l'exemple du CV (et copiant leur devise, «Liberté, justice et paix»), interdisaient le meurtre, le vol et le viol, et exigeaient également des membres libérés de contribuer à un fonds collectif<sup>23</sup>. La mission du PCC tenait explicitement du prosélytisme: ses membres fondateurs expliquaient les principes des statuts aux autres prisonniers, identifiaient les disciples prometteurs et les introduisaient ensuite dans l'organisation. Les rangs du PCC se sont rapidement étoffés, à mesure que des membres ont été transférés de Taubaté vers des unités moins répressives, où ils ont pu s'associer librement avec une importante population carcérale (Jozino, 2004; Souza, 2007).

La capacité de  
résistance du CV est  
largement imputable  
au contrôle qu'il  
exerce sur  
le système  
pénitentiaire.

Comme le CV avant lui, le PCC a utilisé une combinaison de violence brutale pour éliminer ses rivaux et d'offre de services publics – notamment la sécurité au quotidien – pour s'assurer le soutien de la population carcérale et renforcer son contrôle. Il est crucial de noter que les stratégies politiques de ces deux gangs présentaient une sorte d'attrait universel: l'adhésion ne dépendait pas de la race ou d'autres clivages, et les régimes mis en place reposaient sur des principes inclusifs, universels et, dans une certaine mesure, égalitaires, qui promettaient des avantages à tous les détenus (Biondi, 2009). Comme l'explique un prisonnier:

*Grâce au PCC, le nombre de décès [à l'intérieur des prisons] a diminué car le PCC contrôle les détenus. Personne ne tue qui que ce soit sans autorisation. Les téléphones portables et la drogue font l'objet d'un approvisionnement constant, personne ne doit se les procurer à l'extérieur. [...] et le PCC vient en aide à ceux qui sont fauchés (Barros, 2006).*

Les chefs du PCC ont négocié stratégiquement le transfert de membres clés afin d'étendre et de maintenir le contrôle sur un nombre croissant de prisons et pénitenciers de l'État (Christino, 2003). Si le PCC a délibérément reproduit bon nombre des tactiques du CV, il a également innové: il a ainsi institué un système de taxes sous la forme d'une tombola mensuelle à laquelle les membres et associés étaient contraints de participer (les prix ont inclus des voitures neuves); il a organisé un système de logement et de transport privé pour permettre aux familles des détenus de leur rendre visite dans des prisons de l'État; il a créé des bourses pour permettre à des membres libérés de faire des études de droit (Souza, 2007, p. 278) et lorsque la dépendance au crack a menacé de déstabiliser la vie carcérale, il est parvenu à interdire la drogue (Marques, 2010).

Par-dessus tout, le PCC a mis au point, apparemment avec l'aide d'un membre emprisonné d'une organisation de guérilla chilienne, un réseau de communications complexe reposant sur des «standards» confiés aux épouses et aux sœurs de membres du PCC (Souza, 2007). Munis de téléphones portables de contrebande, les prisonniers pouvaient ainsi appeler un standard et être rapidement mis en contact avec les détenus d'unités carcérales éloignées ou participer à des appels de conférence. Cette capacité de coordination des actions de ses membres a été brillamment exploitée en 2001, lorsque le PCC a lancé des rébellions synchronisées dans 29 centres de détention de tout l'État. La dénommée «méga-rébellion» a attiré l'attention de l'opinion internationale sur le PCC et lui a permis d'obtenir des milliers de nouveaux membres et de jouir d'un immense prestige dans tout le système carcéral.

Une période de consolidation relativement calme a suivi mais le PCC a de nouveau frappé en 2006. En mai de cette année, il a lancé une «méga-rébellion» de plus grande ampleur encore, impliquant plus de 80 prisons et pénitenciers de l'État de São Paulo (*Folha de S. Paulo*, 2006a) et dix autres établissements pénitentiaires des États voisins du Parana et du Mato Grosso do Sul (*Agenda Folha*, 2006). Plus important encore, le PCC est passé à l'offensive, attaquant l'État sur son propre territoire. Lorsque les unités de police ont été retirées des rues pour mater les rébellions dans les prisons, des centaines d'affiliés au PCC, organisés en cellules opérationnelles discrètes (Christino *et al.*, 2006), ont attaqué des commissariats de police, des bâtiments publics, des banques et les infrastructures de transport en commun. Au troisième jour des attaques, le pire, la majorité des bus de la ville ont été rappelés, les écoles et les entreprises ont été fermées et la ville a été pratiquement abandonnée.

Au quatrième jour, les attaques ont brusquement cessé, à la suite d'une rencontre secrète entre des responsables gouvernementaux et des chefs du PCC (Penteado, Caramante et Machado, 2006). Dans les jours qui ont suivi, la police a encore tué jusqu'à 170 personnes, dans ce qu'ils ont affirmé être des confrontations armées avec des membres résistants du PCC (*Folha Online*, 2009). Des chercheurs<sup>24</sup> et des journalistes<sup>25</sup> ont toutefois démontré qu'il s'agissait bien souvent (voire dans la majeure partie des cas) d'exécutions sommaires d'individus dont la participation aux attaques du PCC n'a jamais été prouvée. Le PCC a lancé deux autres attaques de proportions similaires plus tard cette même année (Carvalho, 2006) et a également enlevé un journaliste du plus important réseau de télévision brésilien, négociant la diffusion nationale d'un manifeste vidéo en échange de sa libération (*Folha de S. Paulo*, 2006b).

Les attaques de 2006 sont généralement considérées comme une réponse à la mise en place d'un régime carcéral «disciplinaire» ultrarépressif, qui privait pratiquement les prisonniers du moindre contact humain. Il n'y a plus eu d'attaque d'envergure depuis, ce que certains considèrent comme une sorte d'impasse, dans le cadre de laquelle l'État et le PCC peuvent se blesser mais pas se détruire ou se gêner mutuellement (Dias, 2008). D'autres affirment que la crainte des politiciens de déclencher une nouvelle méga-rébellion a conféré au PCC un droit de quasi-veto sur la politique de sécurité publique<sup>26</sup>. Quoi qu'il en soit, le PCC contrôle désormais 90% des prisons de São Paulo (Dias, 2008).

**Au troisième jour des attaques du PCC, en mai 2006, la majorité de la ville était pratiquement à l'abandon.**



À mesure que les gangs concentrent les moyens de la violence, les incidents tendent à devenir plus destructeurs.

Contrairement au CV, le PCC n'a pas établi de contrôle territorial déclaré sur la périphérie urbaine ou accaparé la vente de drogue au détail. Il ne s'est pas non plus livré à d'autres confrontations armées avec les forces étatiques. Les chercheurs estiment que le PCC a plutôt monopolisé le commerce de gros de drogues illicites et imposé sur les marchés de détail un code de comportement visant à minimiser les conflits et à maximiser les profits (Feltran, 2008). Non seulement les revendeurs de drogue locaux sont dans l'obligation d'acheter leur marchandise auprès du PCC, mais ils doivent en outre consulter les chefs du PCC avant d'exercer des représailles, de s'attaquer à des gangs rivaux ou d'entreprendre toute autre action qui pourrait générer davantage de violence ou attirer l'attention de la police. Il arrive parfois que plusieurs chefs du PCC de différentes prisons siègent en jury lors d'appels de conférence sur téléphone portable, et rendent leur verdict à propos de conflits (Caramante, 2008). Il semblerait que l'objectif soit d'accroître les profits du commerce de drogue en évitant toute spirale conflictuelle superflue et les mesures de répression policière qui en découlent.

Certains chercheurs et enquêteurs gouvernementaux sont d'avis que la réelle tendance à la baisse qu'a connue la criminalité violente à São Paulo au cours des dix dernières années est en partie imputable à l'intervention du PCC<sup>27</sup>. On a dénoté un cas similaire aux États-Unis: la Mexican Mafia a imposé à ses affiliés et membres extérieurs des règles leur interdisant de tuer des passants, entraînant une chute du taux d'homicide à East Los Angeles entre 1993 et 1994 (Parenti, 2000, p. 198). Il s'agit là d'exemples convaincants des liens complexes entre les gangs de prison et la violence armée, qui sont explorés dans la section suivante.

## LES GANGS EN PRISON, LES ARMES DE PETIT CALIBRE ET LA VIOLENCE ARMÉE

La connexion entre les gangs de prison et la violence armée est bien moins évidente qu'avec d'autres types de groupes armés. Dans les prisons, le trafic d'armes à feu et la violence ne constituent pas un problème essentiel et la violence armée dans les prisons ne représente pas non plus une part significative de la violence impliquant des armes de petit calibre dans le monde<sup>28</sup>. Par ailleurs, la puissance des gangs au sein des prisons reflète souvent leur capacité à *réduire* la violence et à établir un ordre social stable, tandis que la projection du pouvoir au-delà des murs des prisons peut présenter un effet organisateur similaire sur les acteurs criminels extérieurs. La menace de violence est essentielle à une telle coordination, mais les menaces efficaces sont précisément celles qui n'exigent pas d'actions ultérieures. Il n'existe donc pas de lien direct entre la taille ou la puissance des gangs de prison et la violence armée, que ce soit dans l'enceinte ou à l'extérieur des prisons. Malheureusement, cela peut amener les responsables à penser que l'incarcération de masse et les politiques de lutte contre les gangs contribuent à réduire les niveaux de violence armée. En réalité, de telles politiques renforcent les gangs de prison et étendent leur champ d'action. À mesure que les gangs accumulent et concentrent les moyens de la violence, les incidents, lorsqu'ils viennent à se produire, tendent à être plus étendus, stratégiques et destructeurs.

En général, on trouve rarement des armes à feu dans les prisons; la majeure partie de la violence des détenus est commise avec des armes tranchantes, coupantes et contondantes artisanales<sup>29</sup>. L'une des raisons en est la difficulté d'introduire clandestinement des armes à feu en prison et, plus difficile encore, de les garder secrètes; elles font en effet d'excellentes cibles lors de fouilles des cellules, ainsi que de vols entre prisonniers. L'introduction clandestine d'une arme exige presque toujours l'aide de gardiens corrompus, qui sont susceptibles d'exiger d'importants pots-de-vin. Par-dessus tout, les armes à feu présentent un effet déstabilisateur; précisément parce qu'elles sont rares, leur simple présence peut perturber l'équilibre délicat de la vie carcérale – en particulier le pacte tacite entre détenus et gardiens<sup>30</sup> – et entraîner le bouclage des établissements, des fouilles de cellules et des éruptions de violence carcérale meurtrière. Tout cela influe sur les motivations des prisonniers: une arme à feu est uniquement susceptible d'être recherchée en tant que mesure défensive désespérée, ou lorsqu'un groupe ou individu souhaite délibérément créer une situation chaotique ou violente.

Les armes à feu parviennent néanmoins dans les prisons, même aux États-Unis (cf. encadré 6.2). Le nombre relativement important d'émeutes et de meurtres impliquant des armes à feu dans des prisons d'Amérique latine suggère que les armes sont plus répandues et présentent donc davantage de conséquences dans les prisons de

## Encadré 6.2 Exemples de possession et d'usage d'armes à feu en prison

Parmi les responsables et les spécialistes américains, un solide consensus veut que les armes à feu soient extrêmement rares et ne constituent pas les principaux facteurs de la violence ou des troubles en prison<sup>31</sup>. Cette opinion est corroborée par le nombre limité d'articles de presse impliquant des armes à feu dans les prisons apparaissant lors de recherches par mots clés dans des bases de données périodiques. Les armes à feu ne sont pas pour autant entièrement absentes des prisons américaines:

**Prison de Rikers Island, New York:** en janvier 1993, un gardien a été abattu par un détenu; l'enquête a révélé que l'arme avait été introduite clandestinement dans la prison par un gardien. Entre 1987 et 1993, 16 autres affaires de contrebande d'armes à feu ont été enregistrées dans des prisons de New York (NYT, 1993).

**Établissement pénitentiaire d'Allendale, Alabama:** en avril 2004, deux détenus ont été blessés par balle dans leur cellule. L'enquête a révélé que l'un des détenus avait introduit l'arme à feu dans la prison, avec l'aide d'un responsable pénitentiaire (AP, 2004).

**Prison d'État de Solano, Californie:** entre mars 2008 et juillet 2009, l'établissement a été «bouclé» à trois reprises, en réponse à des notes faisant état de la possession d'un «pistolet bricolé»<sup>32</sup> par un gang de détenus. En dépit de fouilles méticuleuses, aucune arme n'a jamais été trouvée (SFBG, 2009; Woodward, 2009).

En Amérique latine, en revanche, des rapports plus fréquents mentionnent la possession et l'utilisation d'armes à feu en prison, particulièrement lors d'émeutes carcérales, de rébellions synchronisées et d'assassinats ciblés. Voici quelques incidents marquants:

**Colombie:** des épisodes répétés de conflit armé ouvert impliquant l'utilisation de grenades et d'armes semi-automatiques par des détenus se sont déroulés dans la prison Modelo de Bogota, le 9 décembre 1999 (AP, 1999); le 27 avril 2000 (AP, 2000) et le 3 juillet 2001 (NYT 2001).

**Venezuela:** des émeutes carcérales impliquant des échanges de coups de feu et l'usage de grenades par les détenus ont eu lieu dans la prison d'Uribana le 2 janvier 2007 (AP, 2007); dans la prison de San Fernando de Apure le 22 mars 2008 (AP, 2008) et dans la prison de Maracaibo le 31 août 2008 (*World News Australia*, 2008). Cette dernière a été le théâtre en 1994 d'une émeute carcérale au cours de laquelle des détenus ont ouvert le feu et qui a fait 100 morts (NYT, 1994).

**Pérou:** des détenus armés ont déclenché une émeute dans la prison de Lurigancho le 8 février 2005. Le directeur national des prisons a admis que «des armes à feu pénètrent dans la prison, en provenance de sources diverses» (AP, 2005).

**Brésil:** des membres emprisonnés du CV à Rio de Janeiro ont utilisé des armes à feu et des explosifs pour inciter à l'émeute et assassiner des membres de syndicats rivaux à la prison Bangu I le 11 septembre 2002 (*Folha de S. Paulo*, 2002) et à la prison de Benfica le 29 mai 2004 (Monken, Figueiredo et Torres, 2004). En 2008, les responsables des prisons de São Paulo ont trouvé six armes à feu et 13 simulacres lors de fouilles (Borges et Daniel, 2009). Des armes à feu ont également été utilisées lors d'une rixe qui a fait 25 morts dans une prison de l'État de Minas Gerais (G1, 2007).

**Guatemala:** le 16 août 2005, des attaques simultanées de la Mara Salvatrucha contre la Mara Dieciocho à El Hoyón, Pavón et quatre autres prisons ont impliqué des explosions et des échanges de coups de feu. Certaines des 31 victimes semblent avoir été tuées par balle et des membres de gangs auraient utilisé des AK-47 et des pistolets-mitrailleurs Uzi (AFP, 2005).

**Mexique:** des échanges de coups de feu entre détenus ont été signalés lors de cinq émeutes carcérales récentes au moins: Reynosa, le 20 octobre 2008 (Bravo, 2008); Mazatlan, le 7 novembre 2008 (Reuters, 2008); Matamoros, le 22 janvier 2009 (*Brownsville Herald*, 2009); Durango, le 14 août 2009 (Lacey, 2009). En novembre 2004, des responsables ont dénoncé la présence de plusieurs armes introduites clandestinement dans la prison de La Palma. Le 31 décembre, l'un des détenus, un important trafiquant de drogue, a été abattu au sein de l'établissement (*El Siglo de Torreón*, 2005).

cette région. Dans la mesure où la presse ne mentionne que rarement les armes à feu dans les prisons, sauf lorsqu'elles sont utilisées lors d'événements violents majeurs, les exemples cités ne permettent pas de déterminer si la possession d'armes à feu est à l'origine des troubles et des combats ou vice versa, et ils ne mettent pas non plus en lumière la prédominance des armes à feu qui demeurent cachées et inutilisées. Ils sont néanmoins compatibles avec l'idée que les armes à feu en prison ont un effet déstabilisateur et peuvent être utilisées pour contribuer à déclencher une émeute carcérale ou perpétrer un assassinat ou un massacre.

Cela suggère par ailleurs que l'accès des gangs de prison aux armes à feu et leur utilisation est susceptible d'augmenter proportionnellement avec la taille et la puissance des gangs. Au niveau de l'approvisionnement, un gang



Le corps d'un membre de la Mara Dieciocho, tué au cours d'une émeute carcérale, est emmené de la prison d'El Hoyón, à Escuintla, Guatemala, 15 août 2005. © Victor James Blue/WPN.

plus puissant, plus important et plus riche dispose vraisemblablement de contacts plus étendus – et de liens de corruption de longue date – avec des gardiens corrompus; de davantage de ressources économiques pour payer des pots-de-vin et d'un plus grand nombre d'associés à l'extérieur qui peuvent se procurer des armes. Au niveau de la demande, si aussi bien les gangs que les individus peuvent chercher à se procurer des armes pour se défendre, les gangs sont bien plus susceptibles de tirer profit des troubles carcéraux que les armes à feu peuvent contribuer à provoquer. Les émeutes offrent des possibilités d'évasion et de règlement de comptes; l'instigation de bouclages peut offrir une protection ou permettre de gagner du temps; quant à la prise d'otages, elle peut déboucher sur des négociations et une amélioration des conditions de détention. À mesure qu'augmentent les ressources à la disposition d'un gang, celui-ci devient plus susceptible de pouvoir exploiter la violence et les troubles de façon stratégique.

À l'extérieur, les gangs de prison s'appuient sur les armes à feu et la violence armée de la même façon que les autres gangs et organisations criminelles: pour régler des comptes, protéger leur territoire et intimider les adversaires potentiels. Ils peuvent également avoir recours à la force armée et à la promesse d'une «assurance en prison» pour encourager la coopération parmi les sympathisants et les membres du gang à l'extérieur. En coordonnant les actions de dizaines, voire de centaines de membres de gangs à l'extérieur, comme lorsque les barons de la drogue du CV mettent en commun leurs hommes et leurs armes pour envahir le territoire d'un rival, la puissance destructrice d'un arsenal donné est augmentée de façon spectaculaire. En termes d'approvisionnement, les gangs de prison qui sont en mesure de projeter leur pouvoir au-delà des murs des prisons sont susceptibles d'avoir noué de solides liens avec des réseaux de responsables corrompus et d'autres fournisseurs d'armes de petit calibre illicites.

Comme c'est le cas avec la majeure partie de la violence impliquant des armes à feu, toutefois, le problème n'est bien souvent pas de connaître le nombre absolu d'armes disponibles mais bien la façon dont elles seront utilisées. Les gangs de prison démontrent comment l'impact potentiel d'un stock donné d'armes de petit calibre dépend essentiellement de la façon dont sont organisés les acteurs qui contrôlent ce stock. Prenons comme exemple la puissance d'une arme à feu introduite clandestinement en prison. Un individu armé pourrait être en mesure de se

livrer à une violence meurtrière ou de s'en défendre, mais il risque également d'être dénoncé, maîtrisé par un groupe ou simplement surpris dans son sommeil.

Un gang pourrait par contre utiliser cette même arme à feu pour rapidement dominer et même massacrer des membres d'un gang rival ne possédant que des armes blanches, ou utiliser stratégiquement des troubles à l'échelle de la prison que même une simple arme à feu pourrait déclencher.

### Encadré 6.3 Implications politiques des gangs de prison: dilemmes et armes à double tranchant

Ce chapitre souligne le rôle de l'État et de ses politiques dans la structuration des motivations des détenus et, parfois, dans la croissance et la propagation des gangs en prison. Malheureusement, il n'existe probablement pas de solutions politiques simples. Le fait est que la plupart des stratégies que les États peuvent mettre en œuvre constituent des armes à double tranchant, affaiblissant les gangs de prison d'un certain point de vue ou à court terme, mais les renforçant à bien d'autres égards.

En dehors de l'enceinte des prisons, par exemple, des taux d'incarcération plus élevés ne contribuent peut-être guère à prévenir la violence et d'autres activités des gangs. Pour les nouveaux membres des gangs, en effet, l'emprisonnement implique la chance de rencontrer les chefs de gangs et d'être vraiment initiés, une «récompense» supplémentaire (Montgomery, 2009). Cela peut modifier les motivations des criminels potentiels, rendant plus tolérable la perspective d'une longue peine. Partant du principe que la majorité des interventions de réduction de la violence et de lutte contre les gangs ciblent ces individus «indécis» – tentés de rejoindre des groupes criminels, d'obtenir des armes à feu ou de se livrer à la violence armée – ces réductions marginales au niveau des coûts escomptés de l'emprisonnement peuvent avoir d'énormes conséquences négatives. Lorsque des jeunes à risque en viennent à considérer l'incarcération comme un événement normal de la vie (Pettit et Western, 2004) et la chance d'appartenir à un gang de prison comme un «couronnement» (Cummins, 1995, p. 3), la prison ne présente qu'un effet dissuasif limité, voire nul.

Le tableau 6.1 présente un récapitulatif des effets positifs et négatifs anticipés pour certaines stratégies et politiques. La moitié supérieure du tableau regroupe les facteurs associés au concept de «capacité de l'État»; le fait que des augmentations dans ces domaines puissent à la fois affaiblir et renforcer les gangs contribue à expliquer pourquoi les gangs de prison continuent de prospérer dans des pays à la capacité élevée, tels que les États-Unis. La principale implication de ce tableau, et de ce chapitre en général, est que les responsables doivent tenir compte de la façon dont les actions de l'État peuvent par mégarde renforcer les gangs, à la fois au sein du système carcéral et en dehors.

La ségrégation des gangs dans les prisons représente un parfait exemple de dilemme politique dont les implications vont bien au-delà de l'administration pénitentiaire. Lorsque des gangs rivaux violents apparaissent, il existe aux yeux des responsables de réelles motivations pour les séparer physiquement. Le problème est que lorsqu'un gang se voit attribuer sa propre zone, il la dirige essentiellement, même si d'autres détenus non affiliés y sont également présents. À certains égards, les gardiens peuvent devenir superflus:

*la prison atteint finalement un stade où les détenus ont mis sur pied leur propre version officieuse du contrôle. En réalité, les gardiens se sont retirés de l'enceinte pour se focaliser sur leur tâche la plus évidente; la prévention des évasions. [...] Les prisonniers appliquent leur propre justice sévère aux détenus qui n'ont pas respecté le code de la prison et les responsables demandent l'avis de leurs captifs en matière d'attribution des cellules et des tâches (Sykes, 1958, pp. 127-28).*

La ségrégation implique aussi nécessairement le tri des prisonniers entrants sur la base de leur appartenance à tel ou tel gang, ce qui peut avoir pour effet pervers de placer des primo-délinquants ne présentant que des liens ténus avec le gang sous l'autorité de chefs de gangs, où il seront entraînés, socialisés et intégrés.

L'alternative – à savoir la réintégration – constitue une proposition risquée. Lorsque le gouvernement d'État de Rio de Janeiro l'a tentée, les chefs du CV de la prison de Benfica, où venait d'être abolie la ségrégation, ont déclenché une émeute et massacré brutalement quelque 30 membres de gangs rivaux (Borges, 2004). La Californie a reçu l'ordre de se livrer à une déségrégation de ses ailes carcérales à la suite d'une condamnation pour discrimination de la Cour suprême des États-Unis, mais même dans les prisons de sécurité minimale où la nouvelle politique est en cours de test, les prisonniers refusent d'obtempérer, préférant des prolongations de peine au risque de violence (Thompson, 2009).

Il arrive parfois que la ségrégation constitue un moindre mal. Les responsables gouvernementaux devraient néanmoins être conscients des risques impliqués, et tout mettre en œuvre pour limiter leurs effets de renforcement. Mettre sur pied des établissements séparés (et de préférence supérieurs) pour les détenus non affiliés à un gang afin d'empêcher l'intronisation forcée ou «par défaut» dans un gang est essentiel et pourrait également contribuer à rendre moins attrayante l'idée d'appartenance à un gang. Au sein des établissements faisant l'objet d'une ségrégation, il est tout aussi important de veiller au maintien de l'autorité des administrateurs pénitentiaires sur les détenus (même si les gardiens ne sont pas nécessaires au maintien de l'ordre).

Tableau 6.1 Impacts anticipés de différentes politiques sur la puissance des gangs de prison

		Politique	Affaiblissement des gangs de prison et autres avantages	Renforcement des gangs de prison et autres coûts
Éléments de la capacité de l'État	Ressources économiques	Salaire supérieur/plus de gardiens par prisonnier.	Réduit la corruption et les activités illicites des détenus. Permet de retirer aux gangs leur position de garants de l'ordre.	Coûts d'opportunité: financement moindre pour l'alimentation, les activités, les dépenses non carcérales, etc. Coûts politiques: aux États-Unis, cela a entraîné l'apparition de solides syndicats des gardiens de prison, qui faussent les politiques publiques (Davis, 1995).
		Infrastructure des prisons (taille du système, unités de haute sécurité, technologies).	Prévention des évasions et de l'entrée de produits de contrebande (y compris des armes à feu). Meilleur contrôle des activités des détenus.	Des systèmes plus importants donnent naissance à des gangs plus importants en réseau (propagation). Les unités de haute sécurité peuvent être la cible de la mobilisation et de la violence. Cela n'empêche pas la communication. Une surveillance «sans contact humain» inefficace peut entraîner des problèmes de santé mentale (Knox, 2005).
		Amélioration des conditions de détention (alimentation, surpopulation, etc.)	Limite les frictions et rivalités entre détenus. Diminue la capacité des gangs à mobiliser des détenus.	Réduit l'effet dissuasif de la menace d'incarcération. Solution non viable politiquement en cas de pauvreté généralisée.
	Institutions de justice pénale	Améliorations des systèmes juridiques et des droits des prisonniers.	Permet des déplacements plus rapides à travers le système pénitentiaire. Réduit la capacité des gangs à exploiter les injustices.	Il est plus difficile de punir les membres de gangs; plus simple pour les prisonniers d'obtenir des transferts (propagation) et de communiquer avec des membres à l'extérieur (projection).
		Contrôles, enquêtes et poursuites.	Effet dissuasif sur les criminels potentiels. Peut retirer de la rue des membres de gangs de prison.	Augmente le pouvoir coercitif des gangs sur leurs membres à l'extérieur par des menaces de réincarcération (projection).
Autres initiatives politiques	Incarcération de masse, <i>mano dura</i> et condamnation obligatoire.	Effet dissuasif sur les criminels potentiels; réduction ou restriction possible des activités des gangs hors de prison. Avantages politiques: apparence d'«intransigeance face à la criminalité».	La surpopulation aide les gangs à recruter et mobiliser. Sur le long terme, ces initiatives «normalisent» l'expérience carcérale et peuvent transformer l'appartenance à un gang de prison en un véritable objectif de vie.	
	Législation de lutte contre les gangs.	Facilite la perturbation des activités des gangs sur le court terme. Peut en dissuader certains de rejoindre les gangs.	Réification ou «officialisation» des gangs. La culture des gangs devient une base de discrimination juridique, renforçant l'antagonisme. Incite les membres et les <i>clikas</i> à «envisager les choses collectivement» (Cruz, 2010).	
	Ségrégation en fonction des gangs.	Réduit la violence entre gangs et les émeutes carcérales. Gestion simplifiée et plus sûre au quotidien.	Offre une consolidation de fait aux gangs; aide au recrutement; transformation possible des prisons en bastions des gangs. Augmentation du pouvoir coercitif sur les membres à l'extérieur (projection).	
	Protection et privilèges pour les détenus ne faisant pas partie d'un gang et pour les anciens membres.	Réduit les incitations à rejoindre les gangs; la non-affiliation devient envisageable. Empêche l'intronisation forcée ou par défaut dans les gangs lorsque les prisons font l'objet d'une ségrégation. Peut entraîner la défection, l'offre d'informations précieuses.	Difficile à gérer, risque de contamination par les membres de gangs. Coûts politiques: peut exiger l'offre d'amnisties ou de récompenses aux membres de gangs.	

Il n'existe toutefois pas de lien direct entre la taille ou la puissance des gangs de prison et le niveau de violence armée observé. Lorsque plusieurs gangs se disputent le contrôle ou l'hégémonie, le conflit est généralement à l'ordre du jour mais les prisons peuvent négocier des trêves: dans les années 1970, des chefs de gangs latinos de Chicago se sont ainsi rendus à la prison de Stateville pour signer un traité de paix dont les termes avaient été négociés par des membres faisant partie des détenus (Jacobs, 1974, p. 407). Lorsqu'un gang occupe une position dominante, il peut gérer ses affaires de manière prédatrice et violente, mais il peut également choisir d'utiliser son pouvoir pour minimiser les conflits (cf. encadré 6.3). L'ascension du CV et du PCC dans leurs systèmes pénitentiaires respectifs a entraîné une réduction de la violence en prison; la prise du pouvoir du CV dans les *favelas* a diminué la criminalité communautaire (Penglase, 2005, p. 4), et l'expansion du PCC semble en avoir fait autant à la périphérie de São Paulo, comme ce fut déjà le cas avec la Nuestra Familia à Los Angeles. Après tout, le conflit peut être considéré comme une rupture de la négociation et de la coordination (Powell, 2004), et les gangs de prison – puissants, centralisés et bien informés – peuvent avoir pour effet d'organiser le monde criminel et d'y minimiser les conflits.

Lorsque des conflits se produisent, néanmoins, la capacité des gangs de prison à organiser et concentrer les moyens de la violence peut entraîner des conséquences extrêmes. La résistance du CV au fil du temps face à la répression policière militarisée et l'apparition de syndicats rivaux présentant une configuration similaire, ont entraîné l'intensification du conflit armé dans les *favelas* de Rio à des degrés s'apparentant à des guerres civiles ou les surpassant. Peut-être plus surprenant encore, signalons l'utilisation par le PCC d'attaques armées stratégiquement coordonnées contre les forces étatiques et des cibles civiles. Celles-ci démontrent que les gangs de prison peuvent utiliser la violence armée en prison et en dehors, *stratégiquement et à des fins politiques*, exploitant les points faibles d'un État pour le contraindre à des concessions qui affaiblissent encore davantage l'État et renforcent encore le groupe. La violence qui en résulte peut être intense – près de 500 personnes ont ainsi été tuées par balle lors des attaques de mai 2006 et immédiatement après (Folba Online, 2009) – mais il est tout aussi important, voire plus encore, de signaler que les dirigeants élus de São Paulo sont désormais essentiellement paralysés: ils ne peuvent pas entreprendre d'actions contre le PCC sans risquer une autre vague d'attaques politiquement meurtrières.

## CONCLUSION

Les gangs de prison constituent un mécanisme d'adaptation de la part des détenus à ce qu'ils perçoivent comme des menaces de la part d'autres prisonniers et gardiens, ainsi qu'un moyen d'affronter des conditions de détention invivables ou simplement d'établir une identité de groupe positive. Ils sont omniprésents et difficilement éradicables. Ils jouent un rôle dans l'aggravation de la violence et de la criminalité au sein des prisons et peuvent contribuer aux effets «antisociaux» de l'incarcération sur les prisonniers en général (Lerman, 2009); ils constituent dès lors une problématique clé pour la gestion des prisons. S'il est un aspect de la question que nous commençons seulement à comprendre, c'est le fait que les gangs de prison peuvent également consolider et projeter leur pouvoir au-delà des murs des prisons, se transformant en menace potentielle pour l'ensemble de la société. Il importe dès lors de mieux comprendre le problème des gangs de prison et de l'intégrer au débat plus vaste sur la sécurité publique. En effet, ces gangs ne constituent pas seulement une question administrative et «pénitentiaire».

Le problème des gangs de prison revêt une pertinence particulière pour les politiques de lutte contre la criminalité. Des approches intransigeantes de *mano dura*, particulièrement celles qui gonflent la population carcérale, favorisent le recrutement des gangs de prison et sont presque assurées de renforcer leur croissance. Il importe de comprendre que les appels à «enfermer plus de criminels» impliqueront de plus graves problèmes de gangs de prison à l'avenir. De surcroît, les politiques d'incarcération de masse devançant généralement la construction de nouveaux établissements, entraînant une surpopulation et une surveillance inappropriée, des conditions qui favorisent également l'émergence et la croissance des gangs en prison. Les gangs des prisons brésiliennes bénéficient d'un niveau stupéfiant de pouvoir politique parmi les détenus en faisant de la lutte pour de meilleures conditions de détention et la fin des mauvais traitements aux mains des responsables leurs principes organisateurs. Permettre la transformation des prisons en cachots inhumains surpeuplés ne pose pas seulement problème du point de vue des droits de l'homme; à long terme, il peut s'agir là d'une menace pour la sécurité publique, voire nationale.

Plus fondamentalement, il convient de repenser le rôle de l'incarcération pour faire face aux problèmes sociaux. En effet, l'incarcération des criminels, membres de gangs, rebelles, paramilitaires et autres acteurs armés ne les neutralise pas. Au contraire, pour les groupes incarcérés, les prisons peuvent se convertir en quartiers généraux tactiques, en ressources organisationnelles étendant leur champ d'action et les rendant plus résistants. Dans un tel contexte, les mesures de répression et les arrestations de masse peuvent s'avérer contre-productives. Les éléments dangereux devront bien sûr toujours être détenus et isolés physiquement du reste de la société. Les gouvernements confrontés à une violence armée organisée devraient toutefois être conscients du fait que des taux d'incarcération accrus ne peuvent pas se substituer à l'analyse des causes profondes des conflits civils et de la criminalité endémique.

Pour la société civile, il est important de continuer à exposer à l'opinion publique les rouages du fonctionnement des systèmes pénitentiaires. Les gouvernements, particulièrement lorsqu'ils sont élus, présentent un horizon temporel très court. Parce que les conséquences négatives de la croissance des gangs de prison peuvent demeurer (un certain temps du moins) contenues au sein du système pénitentiaire, loin des yeux du public, il est trop facile pour les politiciens de les ignorer lors de l'élaboration de politiques. ■

## LISTE D'ABRÉVIATIONS

AB	Aryan Brotherhood
BGF	Black Guerilla Family
CV	Comando Vermelho
IRA	Irish Republican Army
LSN	Lei de Segurança Nacional
MM	Mexican Mafia
MS	Mara Salvatrucha
NF	Nuestra Familia
PCC	Primeiro Comando da Capital
RICO	Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act
SL	Sendero Luminoso

## NOTES

- 1 Voir Fleisher et Decker (2001); Knox (2005).
- 2 Voir Hunt *et al.* (1993); Jacobs (1978).
- 3 Ce chapitre présente les résultats du travail de terrain de l'auteur sur les gangs des prisons brésiliennes entre 2005 et 2009. Ce travail de terrain a été généreusement soutenu par Small Arms Survey; la Graduate Division Summer Research Grant de l'université de Berkeley (Californie); la National Science Foundation Graduate Research Fellowship et le National Center for Risk and Economic Analysis of Terrorism Events, dans le cadre de la bourse numéro 2007-ST-061-000001. Toutes les opinions, conclusions, recommandations et/ou erreurs sont celles de l'auteur.
- 4 La loi RICO a été conçue à l'origine comme une mesure de lutte contre la mafia; du point de vue législatif, son utilisation indique que les gangs de prison sont devenus des exemples significatifs de criminalité organisée.
- 5 Données de l'ICPS (n.d.).
- 6 Les Chicanos sont des Latinos nés aux États-Unis, généralement d'origine mexicaine.
- 7 Parenti (2000) fait remarquer que lorsque des bagarres éclatent, on attend même des détenus ne faisant pas partie de gangs qu'ils -passent du temps- dans la cour de la prison à se battre pour leur groupe racial.
- 8 Données de l'ICPS (n.d.).

- 9 À titre d'exemple, sur les sept principaux gangs de prison répertoriés dans l'Appendix C: Prison Gangs de l'étude *National Gang Threat Assessment* (USDOJ, 2009) de 2009, à une exception près, tous sont originaires de Californie et du Texas et y sont les plus actifs.
- 10 Données de l'USBJS (n.d.). Au 28 janvier 2010, 2006 était la dernière année pour laquelle des données étaient disponibles.
- 11 À moins qu'il n'en soit spécifié autrement, cette section repose sur Steinberg (2004).
- 12 En particulier, les 27, caractérisés par leur propension à faire usage de la violence, occupent le rôle de défenseurs du système des Numbers et présentent leurs propres règles et une tradition orale commune.
- 13 Communication de l'auteur avec Dennis Rodgers, 11 août 2009.
- 14 Cette section repose sur un entretien avec le spécialiste de l'IRA Richard English, 26 juin 2009, et sur English (2005).
- 15 Au début des années 1990, confronté à la tâche difficile d'incarcérer des barons de la drogue qui s'étaient récemment livrés pour éviter l'extradition, Rafael Pardo, alors ministre de la Justice de la Colombie, a visité des prisons d'Irlande du Nord et a rencontré des responsables britanniques pour tirer des enseignements du cas de l'IRA (Balcazar Salamanca et Gomez Garzon, 2003).
- 16 Cette section s'inspire d'Amorim (2003) et Lima (1991).
- 17 La complicité éventuelle des militants gauchistes dans la transmission d'un capital humain si volatile aux autres détenus LSN fait toujours l'objet d'une controverse. Lorsque le CV a commencé à attirer l'attention du public, les médias et le gouvernement militaire sont partis du principe que ses membres avaient été délibérément endoctrinés et entraînés par les gauchistes dans le cadre d'une stratégie à long terme visant à relancer la résistance armée face au régime (Amorim, 2003). Aussi bien les gauchistes que les membres du CV s'accordent pourtant à dire que les premiers ont minimisé les contacts avec les criminels de droit commun, et sont parvenus à se mobiliser en vue de la division physique de leur aile (Lima, 1991, p. 45).
- 18 Ce soutien n'était ni universel ni accordé librement: ceux qui s'opposaient ouvertement aux règles du CV risquaient d'être condamnés à des repréailles ou au confinement solitaire. Entretien avec Julita Lemgruber, ancienne directrice du département d'État du système pénitentiaire de Rio, 8 juillet 2009.
- 19 Témoignage devant le Conseil de justice, de sécurité et des droits de l'homme du gouvernement d'État de Rio, cité dans Amorim (2003, p. 188).
- 20 Entretien de l'auteur avec des capos en prison et des anciens membres du CV non impliqués dans le trafic, 14 août 2009.
- 21 Entretien de l'auteur avec d'anciens détenus et barons de la drogue du CV, 14 août 2009.
- 22 Biondi (2009) fait remarquer que pendant des années, plusieurs versions contradictoires de l'origine du PCC ont été propagées par les prisonniers et des responsables. Après la publication de l'historique du PCC par Jozino (2004) et sa large diffusion dans le système pénitentiaire, sa version a été acceptée de tous (comme elle l'est dans ce chapitre), et même le souvenir de cette controverse semble s'être perdu.
- 23 Les statuts du PCC sont apparus à plusieurs reprises dans la presse brésilienne depuis 2001. La version portugaise est disponible sur *Folha Online* (2001); et la version anglaise est disponible sur Wikisource (n.d.).
- 24 Voir, par exemple, Cano et Alvadia (2008).
- 25 Voir, par exemple, Penteadó et Leite (2006).
- 26 Entretien avec Marcio Christino, procureur de São Paulo, 4 septembre 2009.
- 27 Entretien avec Marcio Christino, procureur de São Paulo, 4 septembre 2009.
- 28 Cette section n'aborde pas la possession et l'usage d'armes à feu par les gardiens et la police, à l'origine de bon nombre des décès en prison, particulièrement pendant les émeutes. Dans les prisons de Californie, entre 1989 et 1994, des gardiens ont tiré sur 175 prisonniers, en tuant 27 (Parenti, 2000).
- 29 Communication de l'auteur avec le responsable d'un pénitencier fédéral américain, 23 novembre 2009 et avec un spécialiste pénitentiaire de l'US Bureau of Justice Statistics, 19 novembre 2009. Entretiens de l'auteur avec un spécialiste de la recherche de l'US National Criminal Justice Reference Service, 23 novembre 2009, et avec un spécialiste de la recherche de l'American Corrections Association, 23 novembre 2009. Les données officielles des systèmes carcéraux des États-Unis, du Royaume-Uni et du Canada ne mentionnent pas spécifiquement les blessures et les décès liés aux armes à feu. Le fait qu'ils mentionnent d'autres types d'armes suggère pourtant clairement que les armes à feu ne constituent pas un des principaux moyens utilisés pour la violence en prison.
- 30 Communication de l'auteur avec John Hagedorn, 9 octobre 2009.
- 31 Communication de l'auteur avec John Hagedorn, 9 octobre 2009; avec le responsable d'un pénitencier fédéral américain, 23 novembre 2009 et avec un spécialiste pénitentiaire de l'US Bureau of Justice Statistics, 19 novembre 2009. Entretiens de l'auteur avec un spécialiste de la recherche de l'US National Criminal Justice Reference Service, 23 novembre 2009, et avec un spécialiste de la recherche de l'American Corrections Association, 23 novembre 2009.
- 32 Un «pistolet bricolé» est un terme fréquemment utilisé par les détenus pour désigner un pistolet artisanal (fait maison).



## BIBLIOGRAPHIE

- AFP (Agence France Presse). 2005. «31 morts dans des prisons du Guatemala». 15 août.
- Agencia Folha*. 2006. «Presos encerram rebeliões "solidárias" ao PCC no MS e no PR». 15 mai.
- Amorim, Carlos. 2003. *CV-PCC: a Irmandade do Crime*. São Paulo: Record.
- AP (Associated Press). 1999. «Colombia Prison Riot Leaves 11 Dead, Eight Injured». 9 décembre.
- . 2000. «At Least 26 Killed in Colombia Prison Riot». 28 avril.
- . 2004. «Second Inmate Charged in Shooting at Allendale Prison». 8 septembre.
- . 2005. «Peru Prison Riot Leaves 5 Dead, 18 Hurt». 8 février.
- . 2007. «Venezuela Prison Riot Kills 16 Inmates». 2 janvier.
- . 2008. «Venezuela Prison Riot Kills 9 Inmates, Injures 20». 22 mars.
- Arana, Ana. 2005. «How the Street Gangs Took Central America». *Foreign Affairs*, vol. 84, n° 3, p. 98-110.
- Auler, Marcelo. 2008. «Organizações Criminosas no Rio de Janeiro». Dans P. P. Negrini, éd. *Enjaulados: Presídios, Prisioneiros, Gangues e Comandos*. Rio de Janeiro: Gryphus.
- Balcázar Salamanca, Alejandra et Fernando Gómez Garzón. 2003. *La Horrible Noche: La Fuga de Pablo Escobar*. Bogotá: Ediciones B.
- Barbosa, Antonio Rafael. 1998. *Um Abraço para Todos os Amigos: algumas considerações sobre o tráfico de drogas no Rio de Janeiro*. Niterói: EDUFF.
- Barros, Joao de. 2006. «A Construção do PCC». *Caros Amigos*. Mai, p. 3-13.
- Besier, Vince. 2009. «Prisoners Run Gangs, Plan Escapes and Even Order Hits with Smuggled Cellphones». *Wired*. 22 mai.  
<[http://www.wired.com/politics/law/magazine/17-06/ff\\_prisonphones](http://www.wired.com/politics/law/magazine/17-06/ff_prisonphones)>
- Biondi, Karina. 2009. *Juntos e Misturados: Imanência e Transcendência no PCC*. São Carlos: Universidad Federal de São Carlos.
- Borges, Mariana et Marcelo Daniel. 2009. «Revistar Mais e Melhor». *Revista SAP*. Juillet.
- Bravo, Tomas. 2008. «At Least 21 Dead in Mexico Jail Riot». Reuters. 20 octobre. <<http://www.reuters.com/article/idUUSTRE49J67K20081020>>
- Brownsville Herald*. 2009. «2 Dead, 36 Injured in Matamoros Prison Riot». 22 janvier.
- Burton, Fred et Ben West. 2008. «The Barrio Azteca Trial and the Prison Gang-Cartel Interface». *Stratfor*. 19 novembre.  
<[http://www.stratfor.com/weekly/20081119\\_barrio\\_azteca\\_trial\\_and\\_prison\\_gang\\_cartel\\_interface](http://www.stratfor.com/weekly/20081119_barrio_azteca_trial_and_prison_gang_cartel_interface)>
- Cano, Ignacio et Alberto Alvadia. 2008. *Análise dos impactos dos ataques do PCC em São Paulo em maio de 2006*. Rio de Janeiro: Laboratório de Análise da Violência. <[http://www.observatoriodeseguranca.org/files/AtaquesPCC\\_IgCano.pdf](http://www.observatoriodeseguranca.org/files/AtaquesPCC_IgCano.pdf)>
- Caramante, André. 2008. «Tribunal do Crime" é Negócio, Diz Promotor». *Folha de S. Paulo*. 4 octobre.
- Carvalho, Cleide. 2006. «Este ano, SP sofreu três ondas de terror e teve 998 alvos atacados». *O Globo Online* (Rio de Janeiro). 28 décembre.
- Christian, Shirley. 1986. «Inside a Peruvian Jail, Where Rebels Held Sway». *The New York Times*. 28 juin.
- Christino, Marcio. 2003. *Por Dentro do Crime: corrupção, tráfico, PCC*. São Paulo: Escrituras.
- et al. 2006. *Inquérito Policial n° 050.06.057.864-5*. Ministério Público de São Paulo. 4 août.
- Coelho, Edmundo Campos. 1988. «Da Falange Vermelha a Escadinha: o poder nas prisões». *Presença*, vol. 11, p. 106-114.
- Cruz, Jose Miguel. 2007. «El barrio transnacional: las maras centroamericanas como red». Dans Francis Pisani et al., éd. *Redes transnacionales en la Cuenca de los Huracanes*. Mexico: Miguel Ángel Porrúa.
- . 2010. «Government Responses and the Dark Side of Suppression of Gangs in Central America». Dans Thomas C. Bruneau, Lucia Dammert et Jeanne Giraldo, éd. *The Maras and Security Challenges in Central America and the U.S.* Austin: University of Texas Press.
- Cummins, Eric. 1995. *California Prison Gang Project: Final Report*. Chicago: Spencer Foundation.
- CVR (Comisión de la Verdad y Reconciliación). 2003. «Las Ejecuciones Extrajudiciales del Penal de El Frontón y El Lurigancho». Dans *Informe Final*. Lima: CVR. <<http://www.derechos.org/nizkor/peru/libros/cv/vii/267.pdf>>
- Davis, Mike. 1995. «Hell Factories in the Field: A Prison-Industrial Complex». *The Nation*, vol. 260, n° 7, p. 229-234.
- Dias, Camila. 2008. *Práticas Punitivas na Prisão: institucionalização do ilegal e legalização do arbitrário*. Document présenté lors du XXXII Encontro Anual da ANPOCS. Caxambu, Brésil.
- El Siglo de Torréon*. 2005. «Descubren Portación de Armas Dentro de La Palma». 3 janvier.  
<<http://www.elsiglodetorreon.com.mx/noticia/127005.descubren-portacion-de-armas-dentro-de-la-pal.html#>>
- English, Richard. 2005. *Armed Struggle: The History of the IRA*. New York: Oxford University Press.

- Feltran, Gabriel. 2008. «O legítimo em disputa: As fronteiras do "mundo do crime" nas periferias de São Paulo». *Dilemas: Revista de Estudos de Conflito e Controle Social*, vol. 1, p. 93-126.
- Fleisher, Mark et Scott Decker. 2001. «An Overview of the Challenge of Prison Gangs». *Corrections Management Quarterly*, vol. 5, n° 1, p. 1-9.
- Folha de S. Paulo. 2002. «Beira-Mar e Aliados Tomam Presídio e Eliminam Rivals». 12 septembre.
- . 2006a. «Ataques diminuem, e paulistas tentam retornar à normalidade». 16 mai.
- . 2006b. «Polícia já sabe quem é o mascarado». 17 août.
- Folha Online. 2001. «Estatuto do PCC prevê rebeliões integradas». 19 février. <<http://www1.folha.uol.com.br/folha/cotidiano/ult95u22521.shtml>>
- . 2009. «Em ato público, organizações relembram três anos dos ataques do PCC em SP». 12 mai.
- Forsythe, Davis. 2006. *Gangs in California's Prison System: What Can Be Done?* Palo Alto: Stanford Criminal Justice Center. 26 janvier. <[http://www.law.stanford.edu/program/centers/scjc/workingpapers/DForsythe\\_06.pdf](http://www.law.stanford.edu/program/centers/scjc/workingpapers/DForsythe_06.pdf)>
- Foucault, Michel. 1977. *Discipline and Punish: The Birth of the Prison*. New York: Pantheon Books.
- G1. 2007. *Corpos dos mortos em MG não tinham projéteis recentes, diz IML*. 26 août. <<http://g1.globo.com/Noticias/Brasil/0,,MRP93769-5598,00.html>>
- Gear, Sasha et Kindiza Ngubeni. 2002. «Daai Ding': Sex, Sexual Violence, and Coercion in Men's Prisons». Johannesburg: Centre for the Study of Violence and Reconciliation. <<http://www.csvr.org.za/wits/papers/papsgkn.htm>>
- Geniella, Mike. 2001. «Inside Pelican Bay». *The Press Democrat* (Santa Rosa). 22 avril.
- Gorriti, Gustavo. 1999. *Shining Path: A History of the Millenarian War in Peru*. Chapel Hill: University of North Carolina Press.
- Hagedorn, John M. 2005. «The Global Impact of Gangs». *Journal of Contemporary Criminal Justice*, vol. 21, n° 2, p. 153-169.
- . 2007. «Gangs in Late Modernity». *Gangs in the Global City: Alternatives to Traditional Criminology*, p. 295-319.
- HRW (Human Rights Watch). 1994. *Prison Conditions in South Africa*. New York: HRW. <<http://www.hrw.org/legacy/reports/1994/southafrica/8.htm>>
- Hunt, Geoffrey, et al. 1993. «Changes in Prison Culture: Prison Gangs and the Case of the "Pepsi Generation"». *Social Problems*, vol. 40, n° 3, p. 398-409.
- ICPS (International Centre for Prison Studies). n.d. «Prison Brief: Highest to Lowest Rates». Londres: ICPS, Kings College London. Accès du 26 janvier 2010. <[http://www.kcl.ac.uk/depsta/law/research/icps/worldbrief/wpb\\_stats.php?area=all&category=wb\\_poptotal](http://www.kcl.ac.uk/depsta/law/research/icps/worldbrief/wpb_stats.php?area=all&category=wb_poptotal)>
- Jacobs, James B. 1974. «Street Gangs behind Bars». *Social Problems*, vol. 21, n° 3, p. 395-409.
- . 1978. *Stateville: The Penitentiary in Mass Society*. Chicago: University of Chicago Press.
- Jordan, Mary. 2004. «Central America's Gang Crisis». *Washington Post*. 17 septembre.
- Jozino, Josmar. 2004. *Cobras e lagartos: a vida íntima e perversa nas prisões brasileiras*. Rio de Janeiro: Objetiva.
- Jütersonke, Oliver, Robert Muggah et Dennis Rodgers. 2009. «Gangs, Urban Violence, and Security Interventions in Central America». *Security Dialogue*, vol. 40, n° 4-5, p. 373-397.
- Knox, George W. 2005. *The Problem of Gangs and Security Threat Groups in American Prisons Today: Recent Research Findings from the 2004 Prison Gang Survey*. Peotone, Illinois: National Gang Crime Research Center. <<http://www.ngcrc.com/ngcrc/corr2006.html>>
- Lacey, Marc. 2009. «19 Inmates Die in Mexico Prison Melee». *The New York Times*. 16 août. <<http://www.nytimes.com/2009/08/16/world/americas/16mexico.html>>
- Lerman, Amy E. 2009. «The People Prisons Make: Effects of Incarceration on Criminal Psychology». Dans S. Raphael et M. A. Stoll, éd. *Do Prisons Make Us Safer? The Benefits and Costs of the Prison Boom*. New York: Russell Sage, p. 151-176.
- Lessing, Benjamin. 2008a. «As facções cariocas em perspectiva comparativa». *Novos Estudos-CEBRAP*, vol. 80, Mars, p. 43-62. <<http://www.scielo.br/pdf/nec/n80/a04n80.pdf>>
- . 2008b. «Demand for Firearms in Brazil's Urban Periphery: A Comparative Study». Dans *Small Arms in Rio de Janeiro: The Guns, the Buyback, and the Victims*. Genève: Small Arms Survey.
- . 2009. *A Hole at the Center of the State: Prisons as Criminal Command Centers*. Manuscrit non publié. Berkeley: University of California.
- Lima, William da Silva. 1991. *Quatrocentos contra um: uma história do Comando Vermelho*. Rio de Janeiro: ISER.
- Logan, Samuel. 2009. *Prison Gangs and Organized Crime*. Zurich: International Relations and Security Network. 12 mai. <<http://www.isn.ethz.ch/isn/Current-Affairs/Security-Watch/Detail/?id=100084&lng=en>>
- Lopez, Robert, Rich Connell et Chris Kraul. 2005. «MS-13: An International Franchise: Gang Uses Deportation to Its Advantage to Flourish in U.S.». *Los Angeles Times*. 30 octobre. <<http://www.latimes.com/news/local/la-me-gang30oct30,1,5492282.story>>

- Marques, Adalton. 2010. "Liderança", "proceder" e "igualdade": uma etnografia das relações políticas no Primeiro Comando da Capital. *Etnográfica* (Lisbonne).
- Misse, Michel. 2003. «O Movimento: A constituição e reprodução das redes do mercado informal ilegal de drogas a varejo no Rio de Janeiro e seus efeitos de violência». Dans M. Baptista, éd. *Drogas e Pós-modernidade*. Rio de Janeiro: EDUERJ.
- Monken, Mario Hugo, Talita Figueiredo et Sergio Torres. 2004. «Guerra de facções causa matança no Rio». Folha de S. Paulo. 2 juin.  
<<http://www1.folha.uol.com.br/fsp/cotidian/ff0206200401.htm>>
- Montgomery, Michael. 2009. «Locked Down: Gangs in the Supermax». *American RadioWorks*.  
<<http://americanradioworks.publicradio.org/features/prisongangs/index.html>>
- Myerson, Roger. 2004. «Justice, Institutions, and Multiple Equilibria». *Chicago Journal of International Law*, vol. 5, p. 91.
- NYT (*The New York Times*). 1993. «When Inmates Carry Guns». 20 janvier.  
<<http://www.nytimes.com/1993/01/20/opinion/when-inmates-carry-guns.html?pagewanted=1>>
- . 1994. «100 Reportedly Killed in Venezuela Jail Riot». 4 janvier.  
<<http://www.nytimes.com/1994/01/04/world/100-reportedly-killed-in-venezuela-jail-riot.html?pagewanted=1>>
- . 2001. «Deadly End to a Prison Fight». 4 juillet, p. 7.  
<<http://www.nytimes.com/2001/07/04/world/deadly-end-to-a-prison-fight.html?pagewanted=1>>
- Parenti, Christian. 2000. *Lockdown America: Police and Prisons in the Age of Crisis*. New York: Verso Books.
- Penglase, R. Ben. 2005. «The Shutdown of Rio de Janeiro: The Poetics of Drug Trafficker Violence». *Anthropology Today*, vol. 21, n° 5, p. 3-6.
- Penteado, Gilmar, Andre Caramante et Cristiano Machado. 2006. «Cúpula do PCC ordena fim dos ataques em SP». *Folha de S. Paulo*. 16 mai.  
<<http://www1.folha.uol.com.br/folha/cotidiano/ult95u121590.shtml>>
- Penteado, Gilmar et Fabiane Leite. 2006. «Polícia de SP matou 22 civis com tiros de cima para baixo». *Folha de S. Paulo*. 29 mai.  
<<http://www1.folha.uol.com.br/folha/cotidiano/ult95u122133.shtml>>
- Pettit, Becky et Bruce Western. 2004. «Mass Imprisonment and the Life Course: Race and Class Inequality in US Incarceration». *American Sociological Review*, vol. 69, n° 2, p. 151-69.
- Powell, Robert. 2004. «The Inefficient Use of Power: Costly Conflict with Complete Information». *American Political Science Review*, vol. 98, n° 2, p. 31-241.
- Renique, Jose Luis. 2003. *La voluntad encarcelada: Las 'luminosas trincheras de combate' de Sendero Luminoso del Peru*. Lima: Instituto de Estudios Peruanos.
- Reuters. 2002. «South Africa Prison Gangs Use AIDS Rape as Punishment». 22 novembre.
- . 2008. «Five Killed in Mexican Prison Riot—Media». 7 novembre. <<http://www.alertnet.org/thenews/newsdesk/N07412609.htm>>
- Schelling, Thomas C. 1960. *The Strategy of Conflict*. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press.
- SFBG (*San Francisco Bay Guardian Online*). 2009. *Prison Report: Special Edition*. 14 juillet.  
<[http://www.sfbg.com/blogs/politics/2009/07/prison\\_report\\_special\\_edition.html](http://www.sfbg.com/blogs/politics/2009/07/prison_report_special_edition.html)>
- Smith, Michael. 1983. «Peruvian Town Whispers in Fear of "1,000 Eyes"». *The Globe and Mail* (Toronto). 20 mars.
- Souza, Fatima. 2007. *PCC, a Facção*. São Paulo: Editora Record.
- Steinberg, Jonny. 2004. *Nongolozas's Children: Western Cape Prison Gangs during and after Apartheid*. Johannesburg: Centre for the Study of Violence and Reconciliation. <<http://www.csvr.org.za/docs/correctional/nongolozaschildren.pdf>>
- Sykes, Gresham M. 1958. *The Society of Captives*. Princeton: Princeton University Press.
- Thompson, Don. 2009. «California Struggles to Desegregate Prison Inmates». Associated Press. 20 août.
- USAID (Agence des États-Unis pour le développement international). 2006. *Central America and Mexico Gang Assessment*. Washington: Bureau for Latin American and Caribbean Affairs, Office of Regional Sustainable Development, USAID. Avril.  
<[http://www.usaid.gov/locations/latin\\_america\\_caribbean/democracy/gangs\\_assessment.pdf](http://www.usaid.gov/locations/latin_america_caribbean/democracy/gangs_assessment.pdf)>
- USBJS (United States Bureau of Justice Statistics). n.d. «Key Facts at a Glance: Direct Expenditures by Criminal Justice Function, 1982-2006». Consulté le 28 janvier 2010. <<http://bjs.ojp.usdoj.gov/content/glance/tables/exptyptab.cfm>>
- USDOJ (Département de la Justice des États-Unis). 2009. *National Gang Threat Assessment 2009*. Washington: National Gang Intelligence Center et National Drug Intelligence Center.
- Valdez, Alfonso. 2009. «Prison Gangs 101». *Corrections Today*. 1<sup>er</sup> février.
- Varella, Drauzio. 1999. *Estação Carandiru*. São Paulo: Companhia das Letras.

- Weinstein, Corey et Eric Cummins. 1996. «The Crime of Punishment: Pelican Bay Maximum Security Prison». Dans E. Rosenblatt, ed. *Criminal Injustice: Confronting the Prison Crisis*. Cambridge: South End Press, p. 308-321.
- Weschler, Joanna et Aryeh Neier. 1993. *The Human Rights Watch Global Report on Prisons*. New York: Human Rights Watch.
- Wikisource. n.d. «Statute of the Primeiro Comando da Capital». <[http://en.wikisource.org/wiki/Statute\\_Of\\_The\\_Primeiro\\_Comando\\_da\\_Capital](http://en.wikisource.org/wiki/Statute_Of_The_Primeiro_Comando_da_Capital)>
- Woodward, Boston. 2009. *Zip Gun II, A Likely Story*. 16 juin. <<http://www.indybay.org/newsitems/2009/06/16/18602027.php>>
- World News Australia*. 2008. «Ten Dead in Venezuela Prison Revolt». 1er septembre. <<http://www.sbs.com.au>>

---

## REMERCIEMENTS

### Auteur principal

Benjamin Lessing